



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



ANALYSE DE L'IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES ET DES ENFANTS AU BÉNIN



Juillet 2023

Éditions VIATIQUE

ANALYSE DE L'IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES ET DES ENFANTS AU BÉNIN: ETUDE DE CAS

Liste des contributeurs

Dr Damien MEDEDJI, enseignant chercheur au CEFORP-UAC, Coordonnateur

Dr Hilaire HOUENINVO, enseignant chercheur à la FASEG-UAC

Dr Achille ASSOUTO, collaborateur externe au CEFORP-UAC

Dr Norbert KPADONOU, collaborateur externe au CEFORP-UAC

Dr Melain Modeste SENOU, collaborateur externe au CEFORP-UAC

M. Constant TCHOUKOU, collaborateur externe au CEFORP-UAC

Comité de lecture

Prof Marie Odile ATTANASSO, enseignant chercheur à l'ENEAM-UAC

Prof Jude EGGOH, enseignant chercheur à la FASEG-UAC

Prof Venant QUENUM, enseignant chercheur à la FASEG-UAC

Dr Fidèle DEDEWANAOU, enseignant chercheur à la FASEG-UAC



Cette analyse est le fruit de la collaboration entre enseignants-chercheurs et collaborateurs externes du Centre de Formation et de Recherche en matière de Population (CEFORP). Les opinions exprimées dans ce document par les auteurs n'engagent que la responsabilité de ces derniers.

Dépôt légal N°15520 du 04/12/2023; 4^{ème}
Trimestre ISBN : 978-99982-1-682-2
Bibliothèque Nationale du Bénin

Achévé d'imprimer sous les presses de
l'imprimerie SMART WAY Porto Novo

Copyright CEFORP-UAC Bénin 2023
Dépôt légal N°15520 du 04/12/2023; 4^{ème} Trimestre
ISBN : 978-99982-1-682-2
Bibliothèque Nationale du Bénin

Equipe de VIATIQUE

Koffi Zacharie HOUNDO, Journaliste Ecrivain-Editeur, Formateur, Consultant en Droits de l'Homme et Droits de la nature (Genre-Environnement-Santé publique-Développement Durable), Expert en Communication, Dividende Démographique.

Francis ADJIRE, Expert en Comptabilité, Contrôle Audit et en sciences économique et de gestion.

Patrice TOSSA, Expert en droit

Contact: +229 61 87 95 84 / 53 19 94 33

Email: info.viatic@gmail.com

Sommaire

Sigles et abréviations.....	1
Remerciement.....	3
Résumé exécutif	4
1. Introduction.....	6
2. Objectifs de l'étude	8
3. Faits stylisés sur les prix alimentaires et les politiques publiques de stabilisation.....	9
3.1. Contexte international	9
3.2. Contexte national	11
4. Revue de littérature et cadre conceptuel d'analyse	13
4.1. Revue de littérature	13
4.2. Cadre conceptuel d'analyse	18
5. Démarche méthodologique	21
5.1. Données et sources	21
5.2. Méthodes d'analyse	22
6. Résultats empiriques	23
6.1. Exposition et perception des ménages face aux chocs.....	23
6.2. Perception de la flambée des prix suivant le niveau de vulnérabilité des ménages	25
6.3. Exposition et sévérité du choc de prix des produits alimentaires en fonction du nombre d'enfants dans le ménage	28
6.4. Effet du choc de prix sur le bien-être des ménages.....	32
6.5. Stratégies d'adaptation des ménages face au choc.....	35
7. Implications de politiques	39
8. Conclusion	42
9. Références bibliographiques	45
Annexe	49

Sigles et abréviations

AGVSAN	: Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition
AIDS	: Almost-Ideal Demand Systems
ANPS	: Agence Nationale de Protection Sociale
CEFOP	: Centre de Formation et de Recherche en matière de Population
CILSS	: Comité Inter Etats contre la Sècheresse au Sahel
CM	: Chef de Ménage
COVID-19	: Maladie à coronavirus 2019
DGE	: Direction Générale de l'Economie
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
GAIDS	: Generalized Almost Ideal Demand System
HIES	: Household Integrated Economic Survey
IFPRI	: International Food Policy Research Institute
INStad	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PED	: Pays en Développement
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
QUAIDS	: Quadratic Almost Ideal Demand System
RR	: Rapport Régional
TVA	: Taxe sur Valeur Ajoutée
UAC	: Université d'Abomey-Calavi
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UNICEF	: United Nations International Children's Emergency Fund
WEO	: World Economic Outlook
ZD	: Zones de Dénombrement

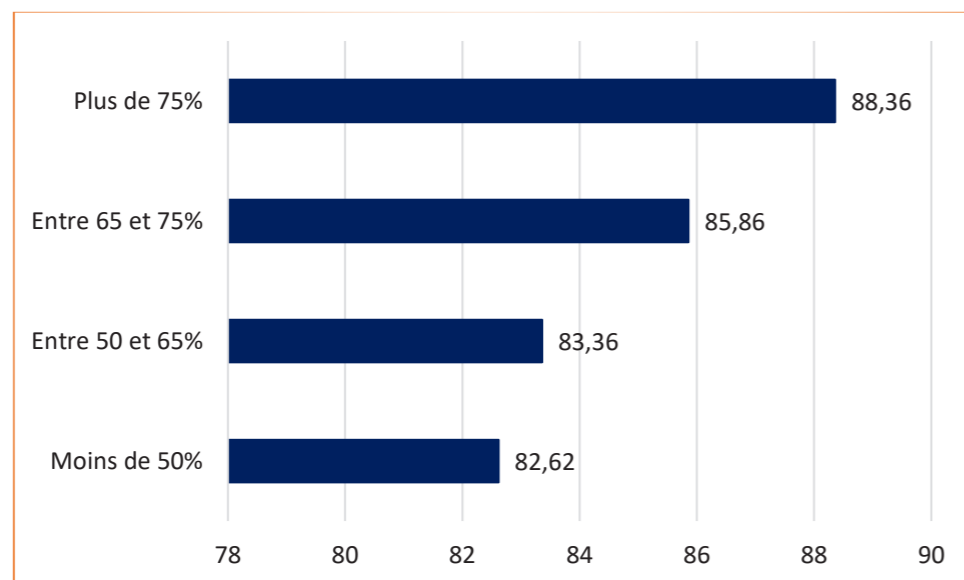
Tableau A 1 : Définition de la nature des stratégies

Nature	Stratégie
Stress	Vendre des actifs/biens non productifs du ménage (radio, meuble, réfrigérateur, télévision, bijoux etc.) en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Stress	Vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Stress	Dépenser l'épargne en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Stress	Emprunt d'argent / de nourriture auprès d'un prêteur formel /banque en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Crise	Réduire les dépenses non alimentaires essentielles telles que l'éducation, la santé (dont de médicaments) en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Crise	Vendre des biens productifs ou des moyens de transport (machine à coudre, brouette, vélo, car, etc.) en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Crise	Retirer les enfants de l'école en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Urgence	Vendre la maison ou du terrain en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Urgence	Mendier en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.
Urgence	Vendre les derniers animaux femelles en raison d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.

Source : PAM, 2022

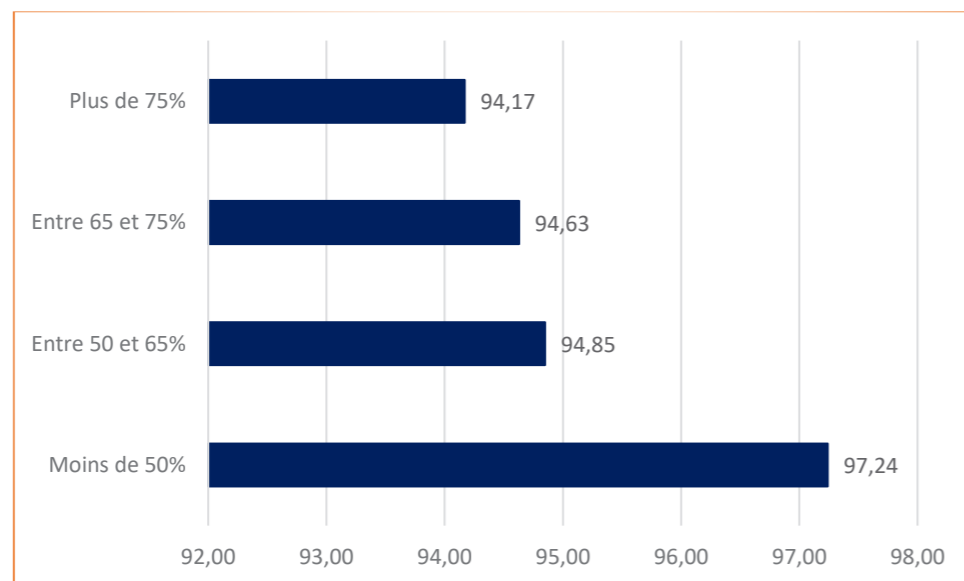
Annexe

Graphique A 1 : Proportion des ménages exposés au choc de prix suivant leur vulnérabilité économique



Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

Graphique A 2 : Vulnérabilité économique et sévérité du choc de prix



Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de l'indice des prix internationaux	10
Graphique 2: Impacts directs et indirects par les revenus de la hausse des prix sur le bien-être des ménages et des enfants.	20
Graphique 3: Exposition au choc avant et après la hausse des prix alimentaires	24
Graphique 4: Intensité du choc lié à la hausse des prix alimentaires (en %).....	25
Graphique 5 : Répartition des ménages suivant le degré de vulnérabilité	26
Graphique 6 : Exposition au choc de prix selon le nombre d'enfants	29
Graphique 7 : Sévérité du choc de prix selon le nombre d'enfants	31
Graphique 8 : Stratégies d'adaptation des ménages face au choc	35
Graphique 9 : Stratégies adoptées face aux chocs entre AGVSAN 2022 et enquête légère 2022	36
Graphique A 1 : Proportion des ménages exposés au choc de prix suivant leur vulnérabilité économique.....	49
Graphique A 2 : Vulnérabilité économique et sévérité du choc de prix.....	49

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition des prix moyens (en F CFA) de quelques produits de première nécessité sur les marchés de consommation selon le trimestre et l'année au Bénin.....	12
Tableau 2 : Proportion des ménages exposés au choc des prix par niveau de vulnérabilité économique selon le milieu de résidence et le sexe du Chef de ménage	27
Tableau 3 : Proportion des ménages exposés à un choc sévère des prix par niveau de vulnérabilité économique selon le milieu de résidence et le sexe du Chef de ménage	28
Tableau 4 : Exposition au choc de prix et nombre d'enfants dans le ménage	30
Tableau 5 : Sévérité du choc de prix et nombre d'enfants dans le ménage selon le milieu de résidence et le sexe du CM.....	32
Tableau 6 : Impact du choc de prix sur la consommation	33
Tableau 7 : Stratégies d'adaptation selon le niveau de vie des ménages	37
Tableau 8 : Stratégies d'adaptation selon le milieu de résidence des ménages.	38
Tableau 9 : Stratégies d'adaptation selon le nombre d'enfants	39
Tableau A 1 : Définition de la nature des stratégies.....	50

Remerciement

La présente étude a été réalisée grâce à l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) sous la conduite du Centre de Formation et de Recherche en matière de Population (CEFOP) de l'Université d'Abomey-Calavi-UAC.

Elle a bénéficié de précieux commentaires et suggestions de la Section Politiques Sociales de l'UNICEF, du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Direction Générale des Politiques de Développement (DGPD). Des membres du Comité de lecture constitués d'universitaires et experts de la thématique abordée, des participants à la seconde session du Comité Technique de Protection Sociale (CTPS) de 2023 au cours de laquelle le rapport a été présenté, ont également apporté de constructifs commentaires. Ils ont permis d'améliorer substantiellement la qualité du rapport de l'étude.

- OCDE (2021), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-pcse-data-fr>.
- OCDE (2022). Payer le prix de la guerre. Perspectives économiques de l'OCDE 2022/4 (N° 112), 3 - 25
- OMS (2022) Communiqué de presse de l'Organisation mondiale de la Santé, 6 juillet 2022, <https://www.who.int/fr/news/item/06-07-2022-un-report--global-hunger-numbers-rose-to-as-many-as-828-million-in-2021>
- Osei-Asare, Y. B., & Eghan, M. (2013). Food price inflation and consumer welfare in Ghana. *International Journal of Food and Agricultural Economics (IJFAEC)*, 1(1128-2016-91993), 27-39.
- PAM (2008). Le PAM en chiffres 2008 | World Food Programme. <https://fr.wfp.org/publications/le-pam-en-chiffres-2008>
- Schmidt, E., Dorosh, P., & Gilbert, R. (2021). Impacts of COVID-19 induced income and rice price shocks on household welfare in Papua New Guinea: Household model estimates. *Agricultural Economics*, 52(3), 391-406.
- Stone, R. (1954). Linear expenditure systems and demand analysis: an application to the pattern of British demand. *The Economic Journal*, 64(255), 511-527.
- Swinnen, J. (2011). The right price of food. *Development Policy Review*, 29(6), 667-688.
- Tadasse, G., Algieri, B., Kalkuhl, M., & Von Braun, J. (2016). Drivers and triggers of international food price spikes and volatility. *Food price volatility and its implications for food security and policy*, 59-82.
- UNICEF (2009). The State of the World's Children 2009 – UNICEF. <https://www.unicef.org/reports/state-worlds-children-2009>
- UNICEF (2022a). COVID-19 - Benin – UNICEF. <https://www.unicef.org/benin/th%C3%A8mes/covid-19>
- WEO (2022). Perspectives de l'économie Mondiale. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october> 2022#:~:text=Inflation%20et%20incertitude&text=La%20croissance%20mondiale%20devrait%20ralentir,la%20pand%C3%A9mie%20de%20COVID%2D19.
- World Bank (2008). World Development Report 2008: Agriculture for Development. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5990>

- Das, U., Wang, L., Ganguly, A., Saikia, J. M., Wagner, S. L., Koo, E. H., & Roy, S. (2016). Visualizing APP and BACE-1 approximation in neurons yields insight into the amyloidogenic pathway. *Nature neuroscience*, 19(1), 55-64.
- Hill, R. V., & Porter, C. (2017). Vulnerability to drought and food price shocks: evidence from Ethiopia. *World Development*, 96, 65-77.
- Hosoe, N. (2022). Quantifying the Impacts of Sanctions Following Russia's Invasion of Ukraine (No. 22-06). National Graduate Institute for Policy Studies. IFPRI Annual Report (2007-2008). <https://www.ifpri.org/publication/ifpri-annual-report-2007-2008>
- Ivanic, M., & Martin, W. (2008). Implications of higher global food prices for poverty in low-income countries 1. *Agricultural economics*, 39, 405-416.
- Jensen, R. T., & Miller, N. H. (2008). Giffen behavior and subsistence consumption. *American economic review*, 98(4), 1553-77.
- Kalkuhl, M., Edenhofer, O., & Lessmann, K. (2013). Renewable energy subsidies: Second-best policy or fatal aberration for mitigation ?. *Resource and Energy Economics*, 35(3), 217-234.
- Ke, J., & Ford-Jones, E. L. (2015). Food insecurity and hunger: A review of the effects on children's health and behaviour. *Paediatrics & child health*, 20(2), 89-91.
- Levin, J., & Vimefall, E. (2015). Welfare impact of higher maize prices when allowing for heterogeneous price increases. *Food Policy*, 57, 1-12.
- Lindström, Å., Alerstam, T., Andersson, A., Bäckman, J., Bahlenberg, P., Bom, R., ... & Weber, J. K. (2021). Extreme altitude changes between night and day during marathon flights of great snipes. *Current Biology*, 31(15), 3433-3439.
- Al Mamun, M. A., Azad, M. A. K., & Boyle, M. (2022). Review of flipped learning in engineering education: Scientific mapping and research horizon. *Education and information technologies*, 27(1), 1261-1286.
- Maynard, M., Andrade, L., Packull-McCormick, S., Perlman, C. M., Leos-Toro, C., & Kirkpatrick, S. I. (2018). Food insecurity and mental health among females in high-income countries. *International journal of environmental research and public health*, 15(7), 1424.
- Mehra, Y. P., & Petersen, J. (2005). Oil prices and consumer spending. *FRB Richmond Economic Quarterly*, 91(3), 53-72.
- Mekasha, T. J., Molla, K. G., Tarp, F., & Aikaeli, J. (2022). Commodity price fluctuations and child malnutrition. *World Development*, 158, 105927.
- Mendoza, R. U. (2009). Aggregate shocks, poor households and children. *Global Social Policy*, 9(1_suppl), 55-78.
- Minot, N., & Dewina, R. (2015). Are we overestimating the negative impact of higher food prices? Evidence from Ghana. *Agricultural Economics*, 46(4), 579-593.
- Mababou, K et Charbit, Y (2007). Genre et vulnérabilité au Sénégal : les femmes chefs de ménage, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23 - n°3 | 2007
- Nations Unies (2020). Rapport annuel 2020, Fonds des Nations Unies pour la population. <https://www.unfpa.org/fr/annual-report-2020>
- Negi, D. S. (2022). Global food price surge, in-kind transfers and household welfare: Evidence from India. *World Development*, 158, 106009.

Résumé exécutif

Les économies du monde, en particulier celles des pays en développement (PED) sont durement éprouvées par la hausse brutale des prix alimentaires sur le marché international. Si les PED ont montré une résilience en période de COVID-19, ils ne sont pas pour autant à l'abri des tensions inflationnistes induites par la reprise post-confinement et exacerbées par la guerre en Ukraine. Les prix alimentaires mondiaux ont enregistré des flambées brutales comme celles observées en 2007-08 puis en 2010-11, et les hausses sont susceptibles de persister, car les conditions qui les ont créées ne sont pas encore enrayerées et pourraient bien s'aggraver. L'objectif de la présente étude réalisée de juin à décembre 2022 est d'analyser les effets de l'augmentation des prix des produits alimentaires sur les ménages et les enfants au Bénin. Le rapport met particulièrement l'accent sur la portée des chocs de prix et ses conséquences sur la vulnérabilité économique, le bien-être des ménages ainsi que les stratégies d'adaptation ou d'atténuation développées par les ménages.

Les données mobilisées proviennent à la fois de la base issue de l'enquête portant Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN) réalisée en 2022 et de l'enquête complémentaire auprès des ménages organisée dans le cadre de la présente étude. La démarche méthodologique utilisée combine différentes approches quantitatives qui vont des statistiques croisées à l'estimation d'un modèle économétrique permettant de mesurer l'effet du choc de prix. Ainsi, la portée du choc de prix a été analysée à l'aide d'indicateurs de statistiques descriptives sur la base des déclarations faites par les ménages (fréquences, tests de comparaison, croisement d'indicateurs avec la sévérité du choc). Enfin, l'analyse de l'impact du choc des prix sur les différents indicateurs de bien-être (dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire) a été faite à travers l'estimation d'un modèle probit ordonné.

Les résultats montrent globalement que le choc des prix touche une proportion importante de ménages au Bénin. En effet, 93 % des ménages déclarent avoir été exposés à un choc de prix au cours des mois suivant la hausse des prix des denrées alimentaires contre 34 % avant la hausse. Mieux, 40,1 % et 49,5 % assurent respectivement être « sévèrement » et « très sévèrement » touchés par la flambée des prix alimentaires contre seulement 1,5 % de ménages qui déclarent n'avoir « pas du tout sévèrement » été touchés. La désagrégation des ménages suivant leur niveau de vulnérabilité économique permet de constater que les ménages affichant une vulnérabilité économique élevée sont les plus exposés au choc de prix (88,36%) alors que les ménages économiquement non vulnérables sont les moins exposés (82,62%). De plus, l'exposition au choc est positivement corrélée avec le nombre d'enfants dans le ménage notamment en milieu urbain. Les analyses économétriques confirment l'effet négatif du choc de prix sur les dépenses alimentaires des ménages et la corrélation positive entre le nombre d'enfants et les dépenses de consommation du ménage.

Les ménages, en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires, développent des stratégies d'adaptation ou d'atténuation. Elles consistent pour les uns, à baisser les dépenses alimentaires et, pour les autres, à désépargner, à réduire les dépenses essentielles d'éducation et de santé, à emprunter ou encore à vendre les actifs productifs et non productifs. Très peu de ménages ont déclaré avoir retiré leurs enfants de l'école ou avoir recours à l'aide auprès des proches ou de la famille

comme mesure d'atténuation face au choc alimentaire. Les stratégies sont diversement et pour la plupart significativement pertinentes selon le milieu de résidence. A l'exception de l'emprunt, toutes les stratégies sont plus adoptées en milieu rural que dans les zones urbaines. En particulier, le recours à l'aide auprès des proches ou de la famille apparaît comme une stratégie plus usitée, notamment en milieu rural, suggérant des impacts psychologiques liés à la flambée des prix. Les résultats indiquent cependant que ces stratégies ne sont pas à la portée d'un grand nombre.

L'absence de mécanismes appropriés de gestion des tensions inflationnistes fortes pourrait nuire aux pauvres et causer des dommages irréversibles au plan de la santé humaine en raison de la malnutrition qu'elles occasionnent, en particulier chez les enfants. En effet, la hausse excessive des prix et sans rapport avec les fondamentaux de l'offre et de la demande sur le marché national, est susceptible d'anéantir les efforts des gouvernants visant à assurer un développement inclusif. Il urge de travailler à la mise en place de solutions durables qui permettent d'anticiper et de gérer efficacement de pareilles crises inflationnistes dont les origines sont importées. L'amélioration de l'efficacité des dispositifs institutionnels sur le plan national doivent être une option sérieuse à envisager surtout à moyen-long terme.

Pour mieux orienter les interventions, l'emphase doit être focalisée sur la mise en place d'un dispositif national qui requiert un ciblage efficace des ménages les plus vulnérables en capitalisant et en renforçant d'une part, les acquis en matière d'identification et de ciblage des pauvres et d'autre part, des interventions de mitigation adéquates des risques. Ainsi, le Registre Social Unique (RSU), bien qu'il ne soit pas encore finalisé et fonctionnel, constitue dans sa version actuelle une avancée et son processus de finalisation et d'extension aux chocs climatiques acté doit être accéléré par le gouvernement pour une couverture plus efficace et large des chocs.

La mise en place des programmes de filets sociaux (transfert monétaire par exemple, subvention des produits de base) surtout orientés dans une approche de dispositifs de protection sociale adaptative élargie à l'accès aux infrastructures de base, au soutien aux dépenses d'éducation et de santé aux ménages, doit être davantage privilégiée pour mieux protéger les populations contre les chocs liés à l'alimentation. Dans cette perspective, le gouvernement pourrait réorienter en partie ces ressources dans la subvention des produits alimentaires consommés par les pauvres et vulnérables.

Les actions à moyen-long terme doivent privilégier les options qui permettent d'accroître l'autosuffisance et d'assurer la sécurité alimentaire des ménages. Pour ce faire :

- les dispositifs qui permettent de constituer des réserves nationales stratégiques doivent être pensés et mis en place ;
- les mécanismes pouvant favoriser la hausse de la production agricole nécessaire pour prévenir des déficits lors des prochaines saisons qui pourraient s'ajouter à la hausse des prix locaux doivent être institués.

- DGE (2022). Note de conjoncture du premier trimestre 2022 - DGE BENIN. <https://www.dgae.finances.bj/note-de-conjoncture-du-premier-trimestre-2022/>
- Escobar, R., Soutullo, C. A., Hervas, A., Gastaminza, X., Polavieja, P., & Gilaberte, I. (2005). Worse quality of life for children with newly diagnosed attention-deficit/hyperactivity disorder, compared with asthmatic and healthy children. *Pediatrics*, 116(3), e364-e369.
- Faharuddin, F., Yamin, M., Mulyana, A., & Yunita, Y. (2022). Impact of food price increases on poverty in Indonesia: empirical evidence from cross-sectional data. *Journal of Asian Business and Economic Studies*.
- FAO (2008); The State of Food Insecurity in the World 2008. <https://www.fao.org/agrifood-economics/publications/detail/en/c/122051/#:~:text=The%20State%20of%20Food%20Insecurity%20in%20the%20World%202008%20represents,which%20has%20remained%20persistently%20high.>
- FAO (2022a). FAO Food Price Index. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/en/>
- FAO (2022b). L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Édition 2022. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639en>
- FAO (2023). Livelihood-based Coping Strategy Index. https://data-in-emergencies.fao.org/pages/afg_r3_storymap_lcs
- Felbermayr, G., Kirilakha, A., Syropoulos, C., Yalcin, E., & Yotov, Y. V. (2020). The global sanctions data base. *European Economic Review*, 129, 103561.
- Felbermayr, G., Hinz, J., & Chowdhry, S. (2021). Après-ski: The spread of coronavirus from Ischgl through Germany. *German Economic Review*, 22(4), 415-446.
- Ferreira, D. F. (2008). Estatística multivariada (pp. 662p-662p). Lavras: Editora Ufla.
- Ferreira, M. A., Keswani, A., Miguel, A. F., & Ramos, S. B. (2013). The determinants of mutual fund performance: A cross-country study. *Review of Finance*, 17(2), 483-525.
- Ferreira, M. A., O'Donovan, M. C., Meng, Y. A., Jones, I. R., Ruderfer, D. M., Jones, L., ... & Craddock, N. (2008). Collaborative genome-wide association analysis supports a role for ANK3 and CACNA1C in bipolar disorder. *Nature genetics*, 40(9), 1056-1058.
- FMI (2022a). IMF Executive Board Completes the First Reviews under the Extended Fund Facility and Extended Credit Facility Arrangements for Benin, December 2022. 106p. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/12/20/Benin-First-Reviews-under-the-Extended-Fund-Facility-and-the-Extended-Credit-Facility-527253>
- FMI (2022b). Les pays ont besoin de politiques budgétaires souples face à la flambée des prix des combustibles et des denrées alimentaires. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/04/20/blog-fm-govs-need-agile-fiscalpolicies-042022>
- Friedman, J., & Levinsohn, J. (2002). The distributional impacts of Indonesia's financial crisis on household welfare: A "rapid response" methodology. *The World Bank Economic Review*, 16(3), 397- 423.

9. Références bibliographiques

- Adhvaryu, A., Fenske, J., & Nyshadham, A. (2019). Early life circumstance and adult mental health. *Journal of Political Economy*, 127(4), 1516-1549.
- Agbodji, D., Amouzouvi, K., Bouare, K., Diagne, I., & Kielem, A. (2013). Analyse de l'impact de la hausse mondiale des prix et des politiques de réponse du gouvernement sur la pauvreté (No. 1221-2016-98592).
- Aksoy, M. A., & Isik-Dikmelik, A. (2008). Are low food prices pro-poor? Net food buyers and sellers in low-income countries.
- Amaglobeli, M. D., Hanedar, E., Hong, M. G. H., & Thevenot, C. (2022). Fiscal Policy for Mitigating the Social Impact of High Energy and Food Prices. International Monetary Fund.
- Assouto, A. B., Houensou, D. A., & Semedo, G. (2020). Price risk and farmers' decisions: A case study from Benin. *Scientific African*, 8, e00311.
- Ayano, G., Demelash, S., Yohannes, Z., Haile, K., Tsegay, L., Tesfaye, A., ... & Dachew, B. A. (2020). Prevalence and correlates of diagnosed and undiagnosed epilepsy and migraine headache among people with severe psychiatric disorders in Ethiopia. *PloS one*, 15(11), e0241581.
- Ayaz, M., Namazi, M. A., ud Din, M. A., Ershath, M. M., & Mansour, A. (2022). Sustainable seawater desalination: Current status, environmental implications and future expectations. *Desalination*, 540, 116022.
- Banks, T., Susskind, L., & Kogut, J. (1976). Strong-coupling calculations of lattice gauge theories:(1+ 1)-dimensional exercises. *Physical Review D*, 13(4), 1043.
- Banque mondiale (2023). Pink Sheet (commodity price data): March 2023. <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>
- Bedane, B. G. (2020). The Effect of Rising Food Prices and Policy on Children and Households Nutritional Outcomes in Ethiopia.
- Bibi, S., Cockburn, J., Coulibaly, M., & Tiberti, L. (2010). The impact of the increase in food prices on child poverty and the policy response in Mali. In *Child welfare in developing countries* (pp. 247-296). Springer, New York, NY.
- Bollino, C. A., & Violi, R. (1990). GAITL: A generalised version of the almost ideal and translog demand systems. *Economics Letters*, 34(2), 127-129.
- Boutin, D. (2011). D'une crise à l'autre : mesurer l'impact des prix alimentaires sur la pauvreté.
- Breisinger, C., Karugia, J., Keenan, M., & Mbuthia, J. (2022). Transforming food systems in Kenya for a new era of growth and prosperity: Research-based recommendations for the new government. *Intl Food Policy Res Inst.* Dalheimer et al., 2021
- Deaton, A. (1988). Quality, quantity, and spatial variation of price. *The American Economic Review*, 418-430.
- Deaton, A. (1990). Price elasticities from survey data: extensions and Indonesian results. *Journal of econometrics*, 44(3), 281-309.
- Deaton, A., & Muellbauer, J. (1980). *Economics and consumer behavior*. Cambridge university press.
- Deaton, A. (1989). *Saving and liquidity constraints*.
- Cartwright, K. A. (1997). *Reading Africa into American literature: Senegambian roots, Creole routes, garrulous ghosts*. Indiana University.

1. Introduction

La recrudescence de la flambée des prix des produits de base suscite des inquiétudes au Bénin. L'explosion de la demande alors que l'économie mondiale se remet de la pandémie de COVID-19, conjuguée à une pénurie de l'offre liée aux chocs climatique et non climatique et les conséquences de la guerre en Ukraine font accélérer l'inflation qui atteint des niveaux records dans la sous-région ouest-africaine. Le Bénin, à l'instar des autres pays de l'Union Economique Monétaire Ouest Africain (UEMOA), fait face depuis le deuxième trimestre de l'année 2021 à une nouvelle menace liée à la hausse des prix des produits alimentaires. Les récentes envolées des prix font suite aux flambées sans précédent enregistrées en 2007-08 puis en 2010-11¹ qui trouvent leur racine dans la conjonction de plusieurs facteurs, notamment la demande de biocarburants, la spéculation sur les marchés à terme des matières premières, les chocs climatiques, les politiques agressives de stockage des pays, les restrictions commerciales, etc. (Tadasse et al., 2016).

Même si l'inflation est restée modérée en raison de la bonne saison des récoltes et des mesures de subvention adoptées au Bénin depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie (Fonds Monétaire International [FMI, 2022a]), les prix de la fonction alimentation ont connu une hausse importante de près de 6 % avec des disparités selon les produits (Direction Générale de l'Economie [DGE, 2022]). Par exemple, le prix du Gari, l'un des principaux aliments de base au Bénin, est passé de 303 FCFA à 425 FCFA le Kilogramme entre 2020 et 2021, soit une augmentation d'environ 40,2 %. Les prix d'autres produits tels que le mil, le maïs ainsi que l'huile de palme ont également atteint des niveaux très élevés avec des taux de variation de +33,7 %, +30,5 % et +29,9 % respectivement (DGE², 2022).

Les principaux facteurs à l'origine de ces envolées de prix sont complexes et comprennent à la fois des facteurs liés à l'offre et à la demande de produits alimentaires. Les tendances structurelles à long terme qui sous-tendent la croissance de la demande de denrées alimentaires coïncident avec des facteurs cycliques ou temporaires à court terme qui affectent l'offre desdites denrées. Parmi les facteurs liés à l'offre, on évoque les restrictions à l'exportation imposées par les pays principaux producteurs mondiaux de produits alimentaires et les chocs climatiques. Les craintes suscitées par les effets potentiels de la pandémie de COVID-19 ont par exemple entraîné des restrictions commerciales de la part des principaux exportateurs de riz. Il s'en est suivi une augmentation moyenne de 25 % des prix à l'exportation du riz thaïlandais et vietnamien entre décembre 2019 et mars-septembre 2020 (Schmidt et al., 2021). Les prix du riz ont ensuite connu une diminution entre 2021 et 2022 (-6% pour le riz thaïlandais) alors que ceux du maïs ont enregistré une hausse d'environ 22% (Banque mondiale, 2023). Les déficits de production dus aux intempéries et à la

¹ Voir PAM (2008) « Impact de la hausse de prix sur la sécurité alimentaire au Bénin, rapport d'évaluation rapide », 39p. <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp191976.pdf?iframe>

² Direction Générale de l'Economie

flambée des prix du pétrole associée au conflit russo-ukrainien, contribuent également à une plus grande volatilité des prix alimentaires et énergétiques. Les facteurs liés à la demande comprennent la demande accrue du marché émergent des biocarburants et les changements dans les habitudes de consommation des grandes économies émergentes. Les spéculations financières et les politiques commerciales viennent exacerber le phénomène.

Si la plupart des études récentes s'accordent sur les forces sous-jacentes de la hausse des prix, elles divergent souvent sur les potentiels effets en terme de bien-être en raison de la complexité du contexte économique, historique et social de chaque pays. En général, la hausse des prix a des effets négatifs sur le bien-être des ménages qui adoptent diverses stratégies d'adaptation et d'atténuation desdits effets. L'inflation, par exemple, oblige les ménages à diminuer leurs achats de nourriture et les positionne de manière qu'ils ne puissent s'offrir que des aliments bon marché et de faible qualité (Nations Unies, 2020 ; Organisation Mondiale de la Santé [OMS, 2019]). De même, une augmentation des prix des denrées alimentaires accroît directement les dépenses budgétaires des ménages en nourriture pour une même quantité due à la réduction de leur pouvoir d'achat. Les ménages procèdent alors à des stratégies d'ajustements de leur consommation alimentaire en réduisant, par exemple, leur demande d'aliments ou en les remplaçant par d'autres aliments de substitution moins chers (Faharuddin et al., 2022). Ainsi, la hausse des prix des denrées alimentaires induit des changements dans les habitudes de consommation alimentaire des ménages, tant en termes de quantité que de qualité (Mekasha et al., 2022). La conséquence est l'insécurité alimentaire, notamment pour les pauvres et vulnérables, qui en résulte et qui a été liée à de mauvais résultats en matière de développement et de santé physique en Afrique. Il s'agit notamment des insuffisances alimentaires (Maynard et al., 2018), des retards de croissance chez les enfants (Ke et Ford-Jones, 2015), des déficits de développement (Myers, 2020) et des handicaps ainsi que des maladies chroniques (Ayano et al., 2020).

Au Bénin, des études récentes sur les conséquences et la réponse des ménages à l'augmentation des prix des aliments au niveau microéconomique sont rares. Les dernières analyses remontent à la crise de 2008 (Programme Alimentaire Mondiale [PAM, 2008]). D'autres analyses ont traité de l'effet du risque prix sur le comportement des producteurs (Assouto et al., 2020) ou encore de l'impact des chocs en amont de la hausse des prix tels que la Covid-19 sur la pauvreté infantile (UNICEF, 2022a, b). Mais, on en sait moins sur les effets induits par la hausse soudaine des prix sur les ménages en particulier dans le contexte béninois où ces derniers peuvent être à la fois offreurs et demandeurs des denrées de base. Le gap de connaissances s'avère encore plus prononcé quand on s'intéresse aux effets des chocs sur les enfants. Or, une connaissance approfondie et actualisée des mécanismes par lesquels les pics de prix affectent les conditions de vie des ménages, en particulier les enfants, et des comportements stratégiques mis en œuvre par les ménages, est nécessaire en vue de la mise en place des réponses de politique adaptées.

des ménages ayant adopté une stratégie de stress est passée à 61,51% en 2022. A contrario, l'adoption des stratégies de crise et d'urgence a respectivement baissé de 34,09% et 12,62% à 32,27% et 6,22 % entre 2020 et 2022.

En termes de perspectives, il s'agira de mener une étude à l'échelle nationale sur les produits ciblés intégrant une analyse objective de l'impact des mesures gouvernementales d'amortissement. A cet effet, les aspects liés au bien-être peuvent être approfondis en recourant à l'estimation d'un modèle de demande pour permettre une analyse plus objective de l'impact de la flambée des prix et des stratégies d'adaptation des ménages face aux chocs. Le système de demande presque idéal (QUAIDS⁸) introduit par Deaton et Muellbauer (1980) qui combine la simplicité analytique et la cohérence avec la théorie du consommateur, constitue une approche indiquée.

⁸Quadratic Almost Ideal Demand System

proportions ne varient pas sensiblement d'une catégorie de ménage à une autre.

- S'agissant des conditions de vie des enfants, la proportion de ménages touchés par le choc des prix des biens alimentaires au cours des six derniers mois croît selon le nombre d'enfants dans le ménage. Quel que soit le nombre d'enfant dans le ménage, la proportion de ménages ayant subi le choc de prix des biens alimentaires est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural sauf dans les ménages qui ne comptent aucun enfant. En milieu urbain, plus le nombre d'enfants dans le ménage est élevé, plus la proportion de ménage ayant ressenti le choc de prix des biens alimentaires est élevée. Environ 76% des ménages sans enfant en milieu urbain ont subi le choc de prix des biens alimentaires contre 87% des ménages avec un seul ou deux enfants, 89% des ménages avec trois enfants, 93% des ménages ayant 4 enfants et 95% des ménages comptant plus de 4 enfants.
- Les résultats de l'effet du choc de prix sur le bien-être des ménages montrent que les ménages exposés à la hausse des prix alimentaires sont susceptibles de réduire leurs dépenses d'alimentation. Il en est de même pour les chocs liés à une perte d'un membre actif du ménage ou une perte d'emploi.
- Les stratégies les plus adoptées par les ménages face aux chocs sont la désépargne, les emprunts et les ventes d'actifs productifs et non productifs. A l'opposé, très peu de ménages ont déclaré avoir retiré leurs enfants de l'école ou avoir recours à l'aide de proches comme mesure d'atténuation face au choc alimentaire. Cependant, notons que le retrait des enfants de l'école et l'aide de proches représentent des proportions moins importantes. Il s'agit de stratégies qui peuvent accroître le degré de vulnérabilité des ménages face aux chocs en ce sens qu'ils favorisent la perte de capital humain, le déclin de la productivité future et une perte de dignité s'agissant notamment du recours à l'aide des proches avec les conséquences psychologiques y afférentes. Notons aussi que tous les ménages ont adopté de façon disproportionnée les stratégies de stress, de crise et d'urgence. Le recours aux stratégies de crise et d'urgence par les ménages de faible niveau de vulnérabilité met en exergue le risque d'échec des stratégies initiales pour cette catégorie de ménages face à un choc sévère. Les effets de la hausse des prix tout comme les autres chocs sont ressentis selon le milieu de résidence. Les stratégies sont diversement et pour la plupart significativement pertinentes selon le milieu de résidence. Il est noté qu'à l'exception de l'emprunt, toutes les stratégies ont une grande portée en milieu rural qu'urbain. En particulier, le recours à l'aide de proches est une stratégie plus pratiquée en milieu rural (40,1%) qu'en milieu urbain (30,06%). Il convient aussi de noter que de 53,29% en 2020, la part

A l'instar des pays développés, de nombreux pays en Afrique de l'Ouest mettent en œuvre des politiques en réaction à la hausse des prix, conscients que les chocs économiques potentiels pourraient être dévastateurs pour les populations aussi bien rurales qu'urbaines. Mais, ces décisions ne sont pas souvent fondées sur des évidences empiriques probantes. Cette étude se propose de contribuer à éclairer les décideurs en montrant comment une évaluation plus approfondie des chocs de prix peut aider à mieux formuler les réponses politiques, même dans un environnement où les données sur la réponse des ménages à la hausse des prix sont rares. Ainsi, à partir des résultats de ce travail, les décideurs publics et les partenaires techniques et financiers, en particulier l'UNICEF, disposeront d'informations utiles sur l'impact des chocs de prix pour formuler des politiques et programmes appropriés.

La suite du présent rapport est organisée en six parties. La première partie présente les objectifs, la deuxième et la troisième présentent respectivement les faits stylisés sur les prix alimentaires et les politiques publiques de stabilisation, la revue de littérature et le cadre conceptuel d'analyse. Les trois autres parties sont consacrées à la présentation de la démarche méthodologique, des résultats de l'étude et les implications de politiques.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de cette étude sont de deux ordres. La plus importante est liée à la collecte des données. Elle porte sur l'identification des ménages et la délimitation des zones de dénombrement (ZD) sur le terrain. Les données de contact contenues dans la base AGVSAN-SA 2022 (numéros de téléphone et les coordonnées GPS) se sont avérées inexactes pour presque la moitié des ménages. Des cas de ménages inconnus et déplacés sont également notés. Du fait de l'exigence de couverture des ménages de AGVSAN-SA 2022, cette situation a nécessité l'opérationnalisation de la collecte des données en deux temps dans le but d'atteindre la taille minimale requise pour assurer la représentativité de l'échantillon de ménages retenus pour les quatre communes couvertes. Le recours intensif à des guides a permis d'atténuer un tant soit peu cette difficulté qui semble relever de la mauvaise conduite des agents de terrain et dans une certaine mesure l'inadaptation des cartes de ZD. En définitive, la collecte des données a pris fin le 19 novembre 2022. Une autre difficulté est liée à la disponibilité retardée de la base de données de l'enquête AGVSAN 2022 dont la nécessité s'est avérée au cours des discussions de cadrage de l'étude.

2. Objectifs de l'étude

La présente étude vise à examiner les effets de l'augmentation des prix des produits de première nécessité sur les ménages et les enfants au Bénin.

De façon spécifique, il s'agit de :

- apprécier la portée des chocs de prix au Bénin ;

- analyser les impacts des chocs de prix sur les ménages et les enfants au Bénin du point de vue alimentation, éducation, santé.
- proposer des mesures de politiques qui devront guider le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTF) dans l'implémentation des stratégies d'atténuation des effets des chocs de prix.

3. Faits stylisés sur les prix alimentaires et les politiques publiques de stabilisation

Cette section présente le contexte international et national marqué par les tensions inflationnistes sur les produits alimentaires et les mesures publiques mises en place pour les atténuer.

3.1. Contexte international

L'économie mondiale a été durement touchée par la crise sanitaire du COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La croissance économique mondiale a fortement ralenti. A 6,0 % en 2021 elle devrait ralentir à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. Il s'agit du profil de croissance le plus morose depuis 2001, si l'on excepte la crise financière mondiale de 2007 (WEO, 2022). En effet, la guerre a entraîné une hausse substantielle des prix de l'énergie et de l'alimentation, aggravant nettement les tensions inflationnistes à un moment où le coût de la vie progressait déjà rapidement dans tous les pays (OCDE, 2022). Après l'invasion de l'Ukraine, les prix du blé et du maïs ont augmenté de près de 50% en une quinzaine de jours alors qu'il n'y avait à ce moment-là aucune destruction de la production et aucun problème d'approvisionnement.

Les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement ont exercé des pressions à la hausse sur les prix.

Les prix de l'énergie et des intrants agricoles ont fortement augmenté sur le marché mondial, avec un indice composite des prix qui a connu une envolée spectaculaire ayant plus que doublé en un an (voir Graphique 1a). Si l'évolution globale des prix alimentaires reste modérée, comparée à celle de l'énergie et des intrants, la situation varie cependant d'un produit à un autre. Par exemple, le prix du blé s'est accru quasiment d'environ 70 % alors que celui du maïs a augmenté de 37 % (voir Graphique 1b).

8. Conclusion

Les hausses imprévisibles des prix des denrées alimentaires ces derniers mois consécutivement à la guerre en Ukraine ont été très éprouvantes pour les ménages dans les pays en développement, en particulier les ménages pauvres. Ces chocs de prix entraînent des difficultés économiques pour les pauvres et peuvent affecter gravement la confiance dans les marchés céréaliers mondiaux. Plus important encore, les fluctuations à la hausse des prix alimentaires pourraient entraîner des réactions indésirables ou parfois déraisonnables. L'absence de mécanismes appropriés de gestion des tensions inflationnistes fortes pourrait nuire aux pauvres et causer des dommages irréversibles sur le plan de la santé humaine en raison de la malnutrition qu'elles occasionnent, en particulier chez les enfants.

La présente étude a analysé l'ampleur et les effets de l'augmentation des prix des produits de première nécessité sur les ménages suivant leur degré de vulnérabilité ainsi que les enfants. Les stratégies adoptées par les ménages pour atténuer ou s'adapter aux effets des chocs de prix ont également été examinées. Les données utilisées proviennent à la fois de l'enquête AGVSAN-SA⁷ menée par le PAM avec l'appui technique de l'INStAD en 2022 et de l'enquête légère auprès des ménages organisée dans le cadre de la présente étude. S'agissant de la méthodologie, la portée du choc de prix a été analysée à l'aide d'indicateurs de statistiques descriptives sur la base des déclarations faites par les ménages (fréquences, tests de comparaison, croisement d'indicateurs avec la sévérité du choc). Enfin, l'analyse de l'impact du choc des prix sur les différents indicateurs de bien-être (dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire) a été faite à travers l'estimation d'un modèle probit ordonné.

Des analyses et résultats du rapport, les principales conclusions sont ci-après :

- Concernant la portée des chocs, environ 93 % des ménages déclarent avoir fait face à un choc au cours des mois précédant après la hausse des prix alimentaires contre 34 % avant la hausse. Avant la hausse, seulement (février 2022) 14,8% des ménages classent la hausse des prix alimentaires comme le choc le plus sévère auxquels ils aient été confrontés alors que cette proportion est passée à 58,3% après l'épisode de hausse. Les ménages exposés au choc lié à l'augmentation du prix des produits alimentaires sont durement éprouvés, 41,1% et 51,1% assurent respectivement être « sévèrement » et « très sévèrement » touchés par la flambée des prix alimentaires.
- L'effet de la flambée des prix des produits alimentaires sur les ménages dépend du niveau de vulnérabilité économique des ménages. Les ménages affichant une vulnérabilité économique élevée sont les plus exposés au choc de prix. L'exposition au choc de prix augmente avec le niveau de vulnérabilité en milieu rural. Par contre, en milieu urbain, les

⁷ Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Systèmes Alimentaires

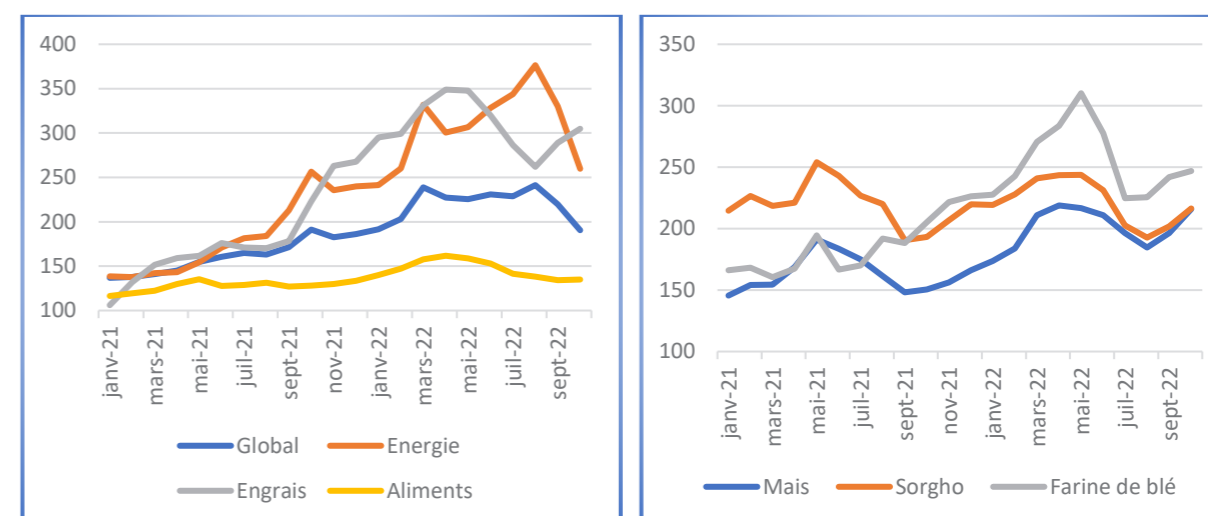
les produits de première nécessité, les pouvoirs publics doivent veiller à limiter les spéculations des intermédiaires commerçants. Il est souhaitable également d'envisager des politiques de redynamisation des programmes d'urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire.

Par-delà, des recherches approfondies au niveau national et sur les produits ciblés sont nécessaires pour fournir aux décideurs publics des informations indépendantes et fiables sur les alternatives possibles pour faire face aux potentiels scénarios de pics et de volatilité excessive des prix internationaux. Toutes ces alternatives bénéficieraient alors clairement d'une meilleure disponibilité de l'information. Dans le même temps, l'amélioration de la disponibilité des informations permettrait une meilleure évaluation des coûts et des avantages de chaque proposition.

Graphique 1 : Evolution de l'indice des prix internationaux

(a) Groupe de produits

(b) Produits céréaliers



Source : A partir des données du FMI (2022), <https://data.imf.org:443>

La hausse des prix des produits agricoles et des matières premières sur les marchés internationaux, couplée aux effets de COVID-19 en termes de baisse d'activité économique et d'augmentation de chômage, ont engendré des conséquences fâcheuses sur le plan de la sécurité alimentaire. Entre 2014 et 2021, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave dans le monde a augmenté de plus de 350 millions, passant de 565 millions à 924 millions (FAO, 2022a). L'augmentation a été particulièrement forte durant la période de la COVID entre 2019 et 2021 ; elle a concerné un peu plus de 200 millions de personnes. En 2021, quelque 2,3 milliards de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (FAO, 2022b).

En Afrique, environ 60% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire modérée et 20 % par l'insécurité alimentaire grave. En 2020, on estimait que 45 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition, qui peut multiplier par 12 le risque de décès chez les enfants (OMS, 2022). En outre, 149 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance et de développement en raison d'un manque chronique de nutriments essentiels dans leur alimentation (OMS, 2022). 45% des décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la malnutrition, cela représente 3,1 millions d'enfants. En Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, la situation alimentaire et nutritionnelle est également préoccupante en raison des crises récurrentes observées dans la région. Le Rapport Régional (RR) sur la sécurité alimentaire et nutritionnel 2022 du CILSS évalue le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition aigüe à environ 6 millions.

Dans ce contexte, les mesures de soutien à l'agriculture ont été très capitales pour les systèmes alimentaires actuels à l'instar des pays de l'OCDE (OCDE, 2021). Par exemple, 776 mesures gouvernementales ont été prises dans ces pays pour faire face à la pandémie dont 37 % étaient axées sur le soutien au secteur agricole et alimentaire, et 8 % des mesures d'aide alimentaire et le reste axés sur les autres secteurs (OCDE, 2021). Cependant, seuls 11 % des mesures recensées s'appuyaient explicitement sur des instruments d'action déjà en place, presque toutes dans la catégorie du soutien au secteur agricole et alimentaire sous forme d'assouplissements ou de modifications des programmes d'action existants.

Par ailleurs, il est recommandé aux pays de laisser les prix internationaux se répercuter sur les prix intérieurs tout en protégeant les ménages les plus vulnérables (Amaglobeli et al., 2022). A cet effet, de nombreux gouvernements en Afrique ont tenté de limiter la répercussion de la hausse des prix internationaux sur les prix intérieurs, soit en réduisant les taxes, soit en subventionnant directement les prix. Mais ces mesures ont créé à leur tour de nouvelles pressions sur des budgets déjà sursollicités par la pandémie.

Selon les recommandations du FMI (2022b), les pays ont besoin de politiques budgétaires souples face à la flambée des prix des denrées alimentaires. Les pays dotés de dispositifs de protection sociale bien développés pourraient autoriser des transferts monétaires ciblés et temporaires pour les groupes vulnérables tout en laissant les prix intérieurs s'ajuster. Cela permettrait de limiter la pression sur les finances publiques et de créer les mesures incitatives adéquates pour augmenter l'offre. D'autres pays pourraient laisser les prix intérieurs s'ajuster plus progressivement et utiliser les outils existants pour aider les plus vulnérables pendant cette crise, tout en prenant des mesures pour renforcer les dispositifs de protection.

3.2. Contexte national

A l'instar des pays dépendant des produits de base, le Bénin est sérieusement éprouvé par la hausse des prix alimentaires exacerbée par le conflit russo-ukrainien alors que l'économie se remettait juste de la pandémie de COVID-19. La bonne performance agricole enregistrée en 2021, notamment en ce qui concerne les spéculations vivrières, a toutefois permis de limiter l'envolée des prix sans l'avoir enrayé complètement. Les prix des produits de première nécessité ont quasiment tous connu une hausse en un an. En février 2022, le prix du maïs, du sucre et du haricot blanc ont enregistré des hausses respectives de 21,7 %, 31,3 % et 25,6 % en glissement annuel (Tableau 1).

Des programmes de lutte contre la pauvreté (transfert de revenus par exemple, subvention des produits de base, contrôle des prix des produits alimentaires) surtout orientés dans une approche de dispositifs de protection sociale « adaptative » élargie à l'accès aux infrastructures et l'éducation pourraient mieux protéger les populations contre les chocs liés à l'alimentation et doivent être renforcés ; et ceci dans une approche de long terme afin de rendre la population moins vulnérable aux chocs à court et moyen termes. Ces programmes pourraient aussi empêcher les populations vulnérables d'adopter des stratégies néfastes de survie telles que la vente des actifs productifs, de bétails ou celles qui consistent à hypothéquer l'avenir de leurs enfants en les retirant de l'école ou en diminuant les dépenses dédiées à l'éducation et la santé.

Dans la perspective d'une couverture plus large des ménages les plus vulnérables tout en limitant les coûts budgétaires y afférents, le gouvernement pourrait réorienter les ressources dédiées à la subvention des prix des produits pétroliers vers les produits alimentaires. L'objectif est d'atténuer les effets adverses de la hausse des prix des produits alimentaires sur les populations vulnérables étant donné que les produits vendus à la pompe ne bénéficient pas aux pauvres.

D'autres initiatives complémentaires pourraient également être prises par l'Etat à court, moyen et long terme. Les actions à moyen-long terme doivent privilégier les options qui permettent d'accroître l'autosuffisance et d'assurer la sécurité alimentaire des ménages à travers l'accroissement du niveau de productivité agricole qui est resté obstinément faible au fil du temps et ne permet pas de garantir, sur le plan national, la couverture des besoins alimentaires. Aussi, des dispositifs qui permettent de constituer des réserves nationales stratégiques doivent-ils être pensés et mis en place.

Les interventions à court terme peuvent différemment jouer un rôle potentiellement important dans la protection des populations et surtout des enfants face aux effets négatifs des chocs des prix alimentaires. Ces interventions sont différentes dans leur mise en œuvre et certaines peuvent amplifier les pressions sur des budgets déjà sursollicités. Dans cet ordre d'idées, on peut citer des mesures qui visent à limiter la répercussion de la hausse des prix internationaux sur les prix intérieurs en renforçant les dispositifs déjà mis en place en vue de réduire les taxes sur les produits de première nécessité (comme le maïs, le riz...) ou de subventionner directement les prix. En 2022, au regard de la cherté des denrées sur les marchés, le Gouvernement a renoncé partiellement à la TVA sur le riz importé ainsi qu'à toutes taxes sur le riz et les jus de fruits produits au Bénin, sans oublier qu'il subventionne les produits pétroliers pour environ 5 milliards de FCFA par mois. Ces mesures, qui engendrent un coût budgétaire relativement élevé, sont davantage observées dans les pays en développement par rapport aux pays développés, où les gouvernements se sont abstenus de pratiquer une politique d'encadrement des prix au profit des soutiens aux consommateurs. Cette disparité s'explique en partie par le niveau moins avancé des filets sociaux dans les pays en développement. De plus, dans ces pays, les chocs de prix affectent également les segments de population moins vulnérables, ce qui rend les cibles plus étendues et les mécanismes d'identification des bénéficiaires potentiels plus complexes. En prenant des mesures de renonciation aux taxes sur

Tableau 9 : Stratégies d'adaptation selon le nombre d'enfants

Stratégie d'adaptation	Nombre d'enfants					
	Aucun enfant	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants	Quatre enfants	Plus de quatre enfants
Vente des actifs	10,59	12,90	14,70	17,40	23,77	17,00
Désépargne	55,40	54,35	49,29	51,41	57,05	52,65
Réduction des dépenses essentielles	34,99	35,86	29,22	34,06	35,89	31,02
Retrait des enfants de l'école	0	3,51	3,68	3,87	7,85	7,49
Vente d'animaux	7,95	10,28	7,37	9,33	9,82	15,47
Emprunt	17,38	13,49	20,64	22,63	25,61	20,73
Recours à la famille et proches	8,36	7,55	5,75	5,79	8,11	5,25

Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

7. Implications de politiques

La hausse excessive des prix et sans rapport avec les fondamentaux de l'offre et de la demande sur le marché national est susceptible d'anéantir les efforts des gouvernants visant à assurer un développement inclusif. Dès lors, il urge de penser à des solutions durables pour anticiper et gérer efficacement de pareilles crises inflationnistes aux origines exogènes. Le caractère exogène des tensions inflationnistes actuelles limite la capacité d'anticipation des gouvernements. Le fait que les ménages les plus vulnérables aient plus ressenti les effets adverses de la hausse des prix des produits alimentaires suppose que les mesures gouvernementales d'amortissement des effets de la hausse des prix sur ces derniers n'ont eu que des effets limités.

De plus, l'adoption de stratégies de stress telles que l'emprunt d'argent et la diminution des économies par une proportion croissante de ménages met en évidence leur faible capacité à faire face à d'éventuels chocs futurs. Ces constatations soulignent la portée limitée des mesures gouvernementales, qui peuvent être expliquées par leur faible volume, leur manque d'orientation en faveur des populations les plus défavorisées, ou les deux. L'étude ne couvre pas ce volet et ne permet donc pas d'y apporter des réponses satisfaisantes en raison de la portée des données. Cependant, les résultats suggèrent que les dispositifs institutionnels de protection des ménages notamment les plus vulnérables sur le plan national doivent être repensés afin de renforcer leur efficacité et de prévenir ces défaillances de marché. Un tel dispositif national requiert un ciblage efficace des ménages les plus vulnérables en capitalisant et en renforçant d'une part, les acquis en matière d'identification et de ciblage des pauvres et d'autre part, des interventions de mitigation adéquates des risques. Par conséquent, bien que le Registre Social Unique (RSU) ne soit pas encore finalisé et opérationnel, sa version actuelle constitue une avancée, et le gouvernement devrait accélérer le processus de finalisation et d'extension de ce registre aux chocs climatiques afin d'assurer une couverture plus efficace et étendue.

Tableau 1: Répartition des prix moyens (en F CFA) de quelques produits de première nécessité sur les marchés de consommation selon le trimestre et l'année au Bénin

Produits	Premier trimestre 2021			Premier trimestre 2022			Variation en glissement annuel		
	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars
Maïs séchés en grains vendus au détail (1KG)	223	226	233	265	275	273	18,83%	21,68%	17,17%
Riz en grains longs vendu au détail (1KG)	516	508	517	520	539	532	0,78%	6,10%	2,90%
Sorgho (1KG)	412	394	404	409	418	404	-0,73%	6,09%	0,00%
Mil(1KG)	458	448	457	501	509	482	9,39%	13,62%	5,47%
Gari 2ème qualité (1 KG)	355	362	391	408	394	365	14,93%	8,84%	-6,65%
Sucre raffiné en poudre (1 KG)	462	476	482	585	625	605	26,62%	31,30%	25,52%
Haricot blanc (1 KG)	549	554	598	677	696	710	23,32%	25,63%	18,73%
Farine de blé (1 KG)	467	485	492	500	500	500	7,07%	3,09%	1,63%

Source : INStAD (2022)

Le gouvernement béninois, prenant la mesure de la situation, est intervenu pour contenir la hausse des prix et préserver le pouvoir d'achat des ménages par le biais de politiques commerciales et de stocks. Les mesures ont également concerné l'augmentation des dépenses budgétaires consacrées aux subventions agricoles aux engrais, à l'électricité et aux carburants étant donné l'origine importée de l'inflation.

Les pouvoirs publics béninois ont ainsi recouru à une politique budgétaire expansionniste. Les différentes mesures prises ont ciblé d'une part les ménages et d'autre part les entreprises et les producteurs agricoles. Les dépenses fiscales destinées aux ménages ont consisté en un renoncement partiel voire une exonération totale de la Taxe sur Valeur Ajoutée (TVA) sur les importations des produits de grande consommation que sont les huiles végétales importées ou produites localement, le riz importé, la farine de blé et des jus de fruits produits localement ainsi qu'à l'institution d'une subvention mensuelle des prix des produits pétroliers pour une période de six mois. Pour ce qui concerne les produits pétroliers en particulier, les ajustements des prix à la pompe n'ont pas été suffisants pour réduire drastiquement les niveaux des subventions. Celles-ci sont demeurées à un niveau élevé, environ 1% du PIB en 2022, évinçant certaines dépenses prioritaires de l'Etat (FMI, 2022a).

S'agissant des entreprises, elles ont également bénéficié de plusieurs mesures dont l'octroi d'avantages fiscaux à celles qui importent et distribuent les produits pétroliers afin de les rendre immédiatement disponibles sur le territoire. Les producteurs agricoles ont bénéficié d'une subvention partielle du prix des intrants

agricoles à hauteur de 31,6 milliards de franc CFA. A toutes ces mesures, s'ajoutent celles qui concernent le plafonnement du prix du ciment par département, l'instauration des redevances à l'exportation sur certains produits et l'interdiction de la sortie des intrants agricoles hors du territoire national ainsi que la suspension de la mise en œuvre du réajustement des tarifs de l'électricité jusqu'à la fin de l'année 2022.

La batterie de mesures mises en place a permis d'atténuer les effets adverses de la pression inflationniste subie par le pays même si certaines de ces mesures ont plus profité aux ménages situés dans les quintiles de revenu élevés. L'inflation est restée modérée en raison de la bonne saison des récoltes et des mesures de subvention adoptées au Bénin depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie (FMI, 2022a). Cependant, ces mesures n'ont pas vocation à s'inscrire dans la durée. Il s'agit en effet de mesures prises conjoncturellement en vue de contrer l'impact des chocs externes qui se sont rapidement diffusés dans l'économie béninoise. Le FMI relève que ces mesures ont permis de contenir la pression inflationniste.

4. Revue de littérature et cadre conceptuel d'analyse

Cette section présente les évidences empiriques relatives aux effets diversifiés de la hausse des prix des produits alimentaires sur le bien-être des ménages et des enfants et des stratégies de survie adoptées. Elle présente également le cadre conceptuel qui en résulte pour la conduite de cette étude.

4.1. Revue de littérature

Beaucoup de travaux ont analysé les effets à court, moyen et long terme de la hausse des prix des produits alimentaires sur le comportement des ménages des pays en développement (UNICEF, 2009 ; Lindström, 2021 ; Breisinger et al., 2022 ; Mamun et al., 2022). Ces effets dépendent des conditions initiales des ménages (ménages acheteurs nets, ménages producteurs nets, position des ménages sur la distribution des revenus, etc.) et des réponses publiques mises en œuvre par les gouvernements pour atténuer lesdits effets (UNICEF, 2009 ; Ferreira, et al, 2008). Les ménages acheteurs nets de denrées alimentaires, qui sont généralement des petits exploitants et des ménages pauvres, sont plus vulnérables aux hausses de prix des produits alimentaires que les producteurs nets. Ils ont tendance à réagir en modifiant leur comportement d'achat, en substituant des produits plus chers par d'autres moins chers. Cette réaction se traduit souvent par une réduction de la consommation des produits alimentaires de qualité au profit de produits alimentaires de faible qualité nutritionnelle. Ce comportement est particulièrement fréquent chez les ménages pauvres. Si les prix des produits alimentaires restent élevés sur une longue période, les ménages risquent non seulement de consommer des aliments de qualité relativement pauvre, mais

Le Tableau 8 présente les stratégies d'adaptation selon le milieu de résidence des ménages. Les effets de la hausse des prix tout comme des autres chocs sont ressentis selon le milieu de résidence. Les stratégies sont diversement et pour la plupart significativement pertinentes selon le milieu de résidence. Il est noté qu'à l'exception de l'emprunt, toutes les stratégies ont une grande portée en milieu rural qu'urbain. En milieu urbain, l'accès au marché de crédit est relativement plus ouvert qu'en milieu rural, ce qui montre les difficultés auxquelles font face les populations rurales à accéder aux crédits et par extension aux autres instruments financiers. En milieu rural, l'intensité des chocs oblige les paysans, petits exploitants souvent moins résilients et sans alternatifs, à recourir de façon plus prononcée aux différents types de stratégies d'adaptation. 23,67% des ménages ruraux ont cédé leurs actifs productifs et non productifs contre seulement 12,54% en milieu urbain. Ils sont 61,4% à désépargner en milieu rural contre 49,13% en milieu urbain. Près de 21% d'entre eux ont vendu leurs animaux pour s'adapter aux chocs contre 5,27% en milieu urbain. Le recours à la famille et proches quant à lui a une occurrence relativement inquiétante qu'on soit en milieu urbain ou rural. Ce recours aux amis et membres de famille proches est de nature à engendrer des problèmes sociaux en lien avec la dignité humaine au niveau communautaire.

Tableau 8 : Stratégies d'adaptation selon le milieu de résidence des ménages

Stratégie d'adaptation	Milieu de résidence	
	Rural	Urbain
Vente des actifs	23,67	12,54
Désépargne	61,40	49,13
Réduction des dépenses essentielles	36,99	25,83
Retrait des enfants de l'école	06,15	03,80
Vente d'animaux	20,50	5,27
Emprunt	18,84	20,99
Recours à la famille et proches	40,11	30,06

Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

Les stratégies diversement adoptées, ne sont pas très discriminantes selon le nombre d'enfants du ménage (voir Tableau 9). Les ménages ayant quatre enfants, ont majoritairement plus tendance à vendre des actifs productifs et non productifs (23,77%), à désépargner (57,05%), à réduire leurs dépenses essentielles en éducation et santé (35,89%), à retirer leurs enfants de l'école (7,85), à vendre des animaux (25,11%) ou encore à recourir à la famille et aux proches (8,11%). S'agissant des ménages sans enfant à charge, ils adoptent moins la plupart de ces stratégies à l'exception de la désépargne (55,40%), de la réduction des dépenses essentielles de santé et d'éducation (34,99%), de l'emprunt (17,38%) ou encore au recours à la famille et aux proches (8,36%), qui est plus prépondérante dans ce groupe de ménage. Ceci met en exergue le fait que les adultes présentent de fortes exigences en ce qui concerne leur prise en charge.

Malgré les proportions moins importantes des deux dernières stratégies par rapport aux premières, il s'avère important de souligner qu'elles peuvent contribuer à accroître le degré de vulnérabilité des ménages face aux chocs en ce sens qu'elles favorisent la perte de capital humain. Le retrait des enfants de l'école, la réduction des dépenses de santé et d'éducation risquent ainsi d'amplifier la perte du capital humain. En effet, beaucoup de ménages ruraux et urbains n'arrivent plus à assurer les frais minimaux nécessaires aux charges d'éducation (fournitures scolaires) de leurs enfants à l'école ; ce qui peut entraîner la déscolarisation des enfants. Il existe des risques d'une recrudescence des phénomènes de mariages précoces et forcés de jeunes filles et de trafic d'enfants. En gros, pour faire face aux chocs alimentaires en particulier, les ménages adoptent de façon disproportionnée des stratégies de stress, de crise et d'urgence. Il convient de noter que cette forme d'appréciation de l'importance des stratégies adoptées est sujet aux biais liés à l'existence des effets d'attrition et par conséquent, est susceptible d'affinement. Le fait que l'adoption des stratégies de réduction de dépenses de santé et d'éducation n'ait pas été confirmée par l'analyse économétrique, cela peut sous-entendre une ampleur effective mais non significative de ces mesures.

L'analyse selon le niveau de vulnérabilité économique permet de mieux apprécier la nature et la portée des stratégies adoptées. Le Tableau 7 présente les stratégies selon le niveau de vulnérabilité. Il ressort que tous les ménages ont adopté de façon disproportionnée mais non discriminante, les stratégies de stress, de crise et d'urgence. Le recours aux stratégies de crise et d'urgence par les ménages de faible niveau de vulnérabilité met en exergue le risque d'échec des stratégies initiales pour cette catégorie de ménages face à un choc sévère. A l'exception de l'emprunt, les plus vulnérables sont plus exposés aux stratégies de stress que les moins vulnérables.

Tableau 7 : Stratégies d'adaptation selon le niveau de vie des ménages

Stratégie d'adaptation	Nature de la stratégie	Part des dépenses totales consacrées à l'alimentation			
		Moins de 50%	Entre 50 et 65%	Entre 65 et 75%	Plus de 75%
Vente des actifs	Stress	16,17	16,03	13,39	17,33
Désépargne	Stress	53,15	54,30	50,80	52,01
Réduction des dépenses essentielles	Crise	36,99	25,83	26,45	32,79
Retrait des enfants de l'école	Crise	4,99	4,03	2,61	4,86
Vente d'animaux	Stress	11,46	9,27	7,94	6,78
Emprunt	Stress	19,30	20,20	22,87	24,46
Recours à la famille et proches	Urgence	5,58	12,29	4,78	4,05

Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

également de réduire la quantité d'aliments consommés, conduisant à des risques importants de malnutrition, en particulier chez les enfants.

Les comportements de substitution sont notés d'une part entre les produits alimentaires et les autres produits, et d'autre part parmi les produits alimentaires dont les prix relatifs ont changé (Ferreira, et al, 2008 ; Lindström, 2021). Ces modifications de comportements alimentaires des ménages sont induites principalement par la réduction des revenus réels des ménages en situation d'augmentation des prix alimentaires, l'accès limité des ménages aux marchés de crédits, la diminution de l'accès aux services publics en lien avec la diminution de la fourniture des services publics de la part du gouvernement, etc. D'autres facteurs minimisent les effets négatifs de la hausse des prix sur les conditions de vie des ménages, notamment pour les ménages acheteurs nets. A titre d'exemple, les mesures gouvernementales d'allègement des effets négatifs et la disponibilité des mécanismes communautaires ou individuels de solidarité ou d'assurance tels que les épargnes disponibles, les transferts reçus, etc.) (Kalkuhl et al., 2013 ; Bedane, 2020). Mais, l'ampleur des effets de la hausse des prix sur les ménages dépend de l'ampleur de la variation des prix relatifs, du degré de substitution entre les différents produits et de la perception des ménages de tous ces facteurs (Osei-Asare et Eghan, 2013 ; Lindström, 2021).

Du point de vue des méthodes, les études sur les effets de la hausse des prix des produits alimentaires sur le bien-être/conditions des ménages ont utilisé soit une approche descriptive, soit une approche économétrique, soit encore une combinaison des deux méthodes. De même, les indicateurs utilisés pour apprécier la hausse des prix des produits alimentaires sur les conditions de vie des ménages varient d'une étude à une autre. Cependant, les indicateurs couramment rencontrés sont le statut socioéconomique (pauvreté extrême, pauvreté modérée, pauvre, non pauvre, etc.) en identifiant les catégories socioéconomiques les plus affectées par la hausse des prix (Ferreira et al., 2013 ; Ivanic et Martin, 2008 ; Levin et Vimefall, 2015), la capacité des ménages à générer de nouveaux revenus mesurée par la proportion de ménages ayant créé de nouvelles activités en raison de la hausse de prix ou proportion de ménages ayant abandonné leurs activités en raison de la hausse de prix, la réallocation des dépenses des ménages captée par le changement de la structure des dépenses du ménage (alimentaires et non alimentaires).

D'autres études ont capté les effets de la hausse des prix des produits alimentaires à travers leurs effets sur la sécurité alimentaire des ménages et enfants ainsi que la consommation des biens non alimentaires tels que la santé nutritionnelle des ménages, la morbidité des enfants dans les ménages et la scolarisation des enfants, etc. Les études descriptives ont utilisé comme instrument le calcul des proportions pour capter les changements notés dans les conditions de vie des

ménages ou enfants en termes d'allocation des postes de dépenses, insécurité alimentaire, d'offre de travail, etc. A l'inverse, les travaux économétriques ont utilisé la théorie économique pour évaluer le rôle des prix relatifs et les relations de substitution entre les différents produits sur le bien-être des ménages en utilisant les concepts de variation compensatoire ou variation équivalente (Lindström, 2021 ; Deaton et Muellbauer, 1980 ; Deaton, 1989).

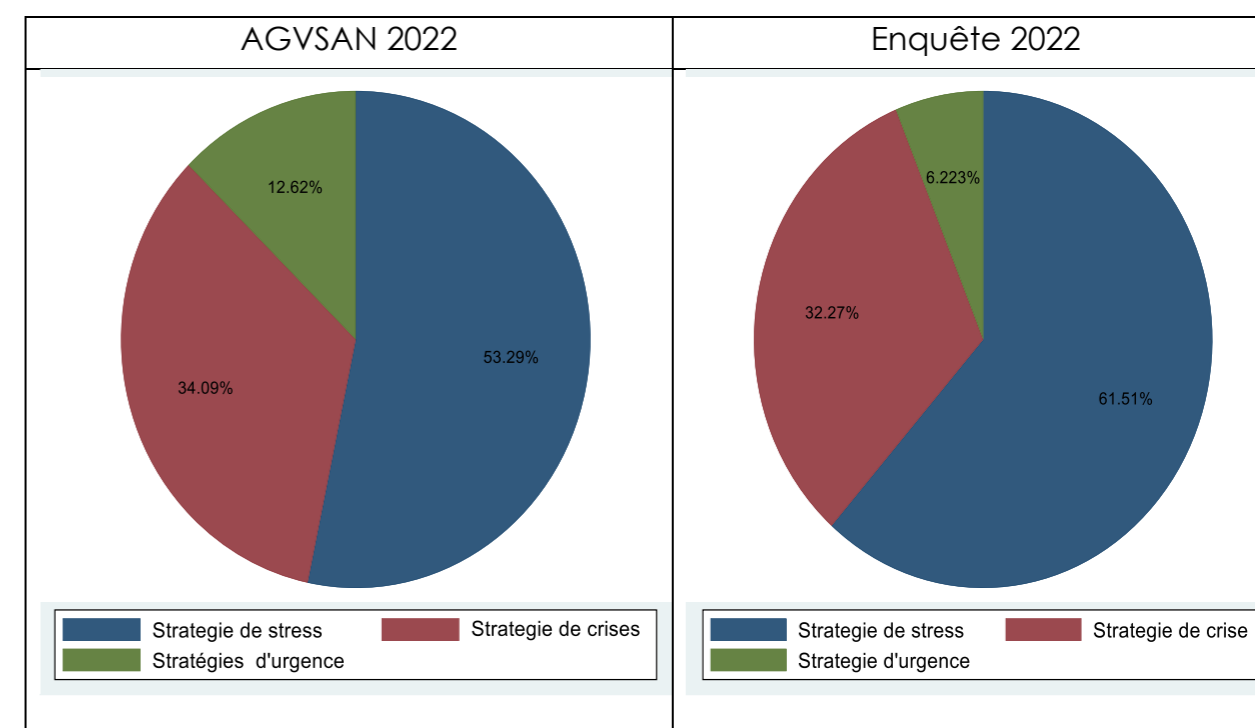
Ces effets sont captés en calculant les élasticités prix et dépenses par estimation des systèmes de fonctions de demande en se basant sur diverses formes fonctionnelles des fonctions de demande dont les plus couramment rencontrées sont : "the Linear Expenditure System (LES)", développée par Stone (1954); "the Almost Ideal Demand System (AIDS)" développée par Deaton et Muellbauer (1980); et "the Generalized Almost Ideal Demand System (GAIDS)" développée par Bollino (1990) qui constitue une synthèse des deux premières et enfin "the Quadratic Almost Ideal Demand System (QUAIDS) of Banks et al (1976)". Ces méthodes sont, par exemple, employées pour analyser les effets de la crise alimentaire de 2007/2008 sur les ménages notamment dans les pays en développement. Par exemple, Ivanic et Martin (2008) ont simulé l'effet de la crise alimentaire de 2007 sur le bien-être des ménages de 9 pays à revenus faibles et ont trouvé que cette crise a augmenté la pauvreté avec un impact plus fort en milieu urbain comparé au milieu rural. Les auteurs expliquent ce résultat par le fait que les ménages acheteurs nets vivent en milieu urbain. De même, évaluant l'impact de cette crise sur le bien être des ménages Indiens, Negi (2022) montre que les producteurs nets de riz et de blé ont maintenu leurs dépenses par tête et consommation de riz et blé en réduisant leurs achats de riz et de blé, et en augmentant leur consommation de riz et de blé subventionnés. A l'inverse les consommateurs nets, ont enregistré une baisse de leurs dépenses par tête de consommation de riz et blé en dépit du fait qu'ils ont substitué les achats de riz et blé aux produits subventionnés par le gouvernement. Au Ghana, Minot et Dewinaln (2014) ont analysé l'impact distributionnel de la hausse des prix du maïs et du riz. Leurs résultats ont suggéré un effet modéré à court terme sur le niveau de pauvreté national, mais avec un effet relativement important pour les ménages urbains. Contrairement à Ivanic et Martin (2008), Minot et Dewinaln (2014) ont noté que les ménages ruraux ont aussi perdu.

Dans le contexte de guerre en Ukraine avec des sanctions à la clé - embargo sur le pétrole et le gaz russes-, la littérature économique montre que ces conflits causent d'énormes dommages humain et économique (Ayaz et al, 2022 ; Felbermayr et al., 2021). Swinnen (2010) note que la grande majorité des analyses et des rapports indiquent que les prix alimentaires élevés ont un effet dévastateur sur les pays en développement et les populations pauvres du monde. Les pays importateurs nets de céréales dans le monde, y compris presque tous les pays africains, sont affectés négativement par la hausse des prix (Fonds Alimentaire

chocs futurs (Tableau A1, annexe). Les stratégies de crise, à savoir la réduction des dépenses non alimentaires essentielles, la vente des biens productifs ou des moyens de transport et le retrait des enfants de l'école réduisent directement la productivité future (Tableau A1, annexe). Les stratégies d'urgence, à savoir la vente de maison ou du terrain, la vente des derniers animaux femelles et le recours à la famille et aux proches, affectent également la productivité future, mais sont plus difficiles à inverser (PAM, 2022).

Dans l'ensemble, les ménages ont adopté les mêmes gammes de stratégies catégorisées en stratégie de crise, de stress et d'urgence. Toutefois, on note que la proportion des ménages adoptant ces stratégies a varié selon l'enquête AGVSAN 2021 et celle de 2022 (voir graphique 8).

Graphique 9 : Stratégies adoptées face aux chocs entre AGVSAN 2022 et enquête légère 2022



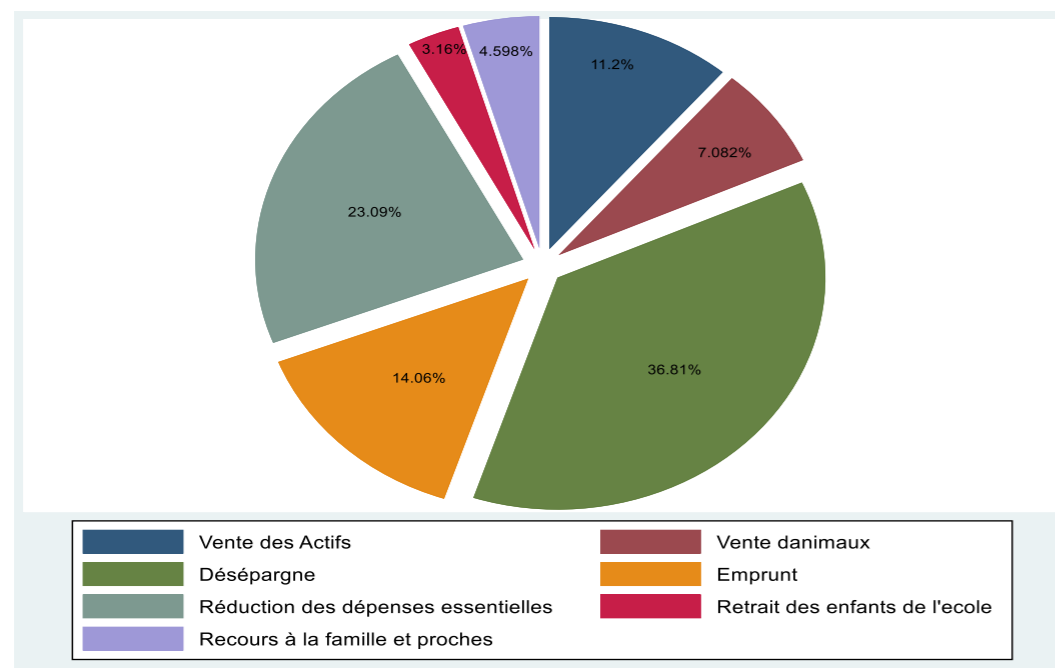
Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022 et de AGVSAN 2022

En effet, de 53,29% en 2020, la part des ménages ayant adopté une stratégie de stress a augmenté à 61,51% en 2022. A contrario, l'adoption des stratégies de crise et d'urgence a respectivement baissé de 34,09% et 12,62% à 32,27% et 6,22 % entre 2020 et 2022. Plus spécifiquement, les stratégies les plus adoptées par les ménages sont les dépenses d'épargne, la réduction des dépenses non alimentaires essentielles d'éducation et de santé, les emprunts et les ventes d'actifs productifs et non productifs. A l'opposé, très peu de ménages ont déclaré avoir retiré leurs enfants de l'école ou avoir recours à l'aide de proches comme mesures d'atténuation du choc alimentaire.

6.5. Stratégies d'adaptation des ménages face au choc

Au niveau ménage, les stratégies d'adaptation ou de résilience sont comprises comme étant l'ensemble d'actions et de mécanismes mis en place y compris par les individus qui le composent, pour atteindre un objectif donné et développer des capacités de résister à un choc donné. Le Graphique 8 présente les stratégies adoptées par les ménages face aux chocs. Les stratégies privilégiées dans l'analyse sont celles adoptées par les ménages eux-mêmes et non celles menées par le gouvernement dans son programme de protection sociale. En effet les ménages adoptent certaines stratégies de survie basées sur les moyens d'existence en fonction de leurs capacités économiques qui peuvent être classées en stratégies de stress, de crise et d'urgence.

Graphique 8 : Stratégies d'adaptation des ménages face au choc



Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

La stratégie d'urgence vise à faire face aux incidents présents ou imminents requérant la coordination rapide des actions, des personnes et des biens, pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être des personnes ou limiter les dommages aux biens. La stratégie de crise quant à elle fait face à une situation dans laquelle une organisation se retrouve dans l'incapacité, en tout ou en partie, de remplir sa mission ou menacée de l'être. Par ailleurs, les stratégies de stress sont excellentes à utiliser dans des situations où le ménage a peu de capacités à contrôler ce qui se passe.

Mieux, les stratégies de stress comprennent la vente d'actif, la désépargne, la vente d'animaux, l'emprunt, ce qui indique une capacité réduite à faire face aux

Mondiale [FAO 2008]; Aksoy et Isik-Dikmelik 2008 ; IFPRI, 2007). Diverses études de l'IFPRI analysent les données commerciales du blé, des huiles végétales et d'autres produits alimentaires et mettent en évidence l'impact des conflits et guerres sur la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient (Breisinger et al., 2022 ; Mamun et al., 2022).

En effet, la guerre a engendré de nombreuses pertes en vies humaines dans de grandes villes et dans les zones rurales d'Ukraine et des déplacements de grande ampleur ont eu des effets négatifs sur la production des denrées alimentaires. Cette situation a donné lieu à une situation d'insécurité alimentaire généralisée, et a perturbé les moyens de subsistance de la population en pleine campagne agricole en Ukraine. Les répercussions de la crise alimentaire induite par la guerre en Ukraine ont touché négativement la sécurité alimentaire mondiale, les pays Africains étant les plus affectés.

La plupart des analyses des effets de la hausse des prix focalisent l'attention sur la pauvreté monétaire et sur le très court terme (Agobdji et al. 2013 ; Mendoza, 2009). Au niveau ménage, les changements de prix des produits alimentaires par exemple peuvent avoir des effets préjudiciables directs et indirects sur la pauvreté monétaire en réduisant le revenu réel et ainsi le pouvoir d'achat (Bibi et al., 2009). Betly et al., (2013) presque dans le même sens que Hosoe (2022), ont mis en évidence à l'aide d'une simulation de chocs, que la hausse des prix du gaz par exemple reste critique pour le bien-être de la population mondiale. Elle a un impact sans précédent sur le bien-être de la population étant donné que les augmentations des prix du gaz entraînent des pertes de bien-être dans toutes les catégories de ménages, avec un impact plus profond sur les ménages urbains (Betly et al., 2013 ; Hosoe, 2022).

En effet, Hosoe (2022) souligne l'importance fondamentale de mieux comprendre les effets négatifs de la hausse importante des prix agricoles sur l'équilibre général et en particulier sur le marché du travail.

Felbermayr et al. (2020) utilisent un modèle de gravité structurelle pour montrer qu'outre la perturbation des approvisionnements en combustibles fossiles en provenance de Russie, l'approvisionnement alimentaire est également en jeu à l'échelle mondiale et affecte négativement le bien-être des populations (Dalheimer et al., 2021). Ferreira et al. (2008) en utilisant des données mensuelles spatialement désagrégées sur les prix à la consommation à partir de deux enquêtes différentes auprès des ménages, évaluent les conséquences sur le bien-être des augmentations des prix alimentaires et leur répartition entre les ménages. Ils trouvent que les effets sur les dépenses étaient importants, négatifs et nettement régressifs. Friedman et Levinsohn (2002) étudient l'impact sur le bien-être des fortes hausses de prix pendant la crise monétaire indonésienne de 1997.

À la suite de Deaton (1988, 1990), ils utilisent la variation spatiale des valeurs unitaires ajustées en fonction de la qualité dans une enquête auprès des ménages pour estimer la matrice des élasticités-prix croisées pour 21 groupes alimentaires (et une catégorie non alimentaire). Ils trouvent des impacts globaux sur le bien-être qui sont généralement importants, mais qui diffèrent considérablement non seulement entre les zones urbaines et rurales, mais aussi entre les différentes provinces. Les effets étaient généralement plus régressifs dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Ayaz et al. (2022) conçoivent une analyse de simulation macro-micro descendante sur le choc des prix dû à quatre principaux produits de base, à savoir le blé, l'huile végétale, le pétrole et les engrais. Ils combinent des simulations d'équilibre général calculable avec des données d'enquête auprès des ménages de l'Enquête économique intégrée sur les ménages du Pakistan (HIES) 2018-19 pour estimer l'impact macro et microéconomique de la crise mondiale des produits de base. Ils concluent à un impact négatif significatif et non négligeable du choc des prix, tant au niveau agrégé qu'au niveau des ménages.

Il ressort de la littérature empirique que la plupart des travaux portent sur le bien-être des ménages. Cependant, certaines études montrent que la flambée des prix des produits alimentaires affecte particulièrement l'incidence de la pauvreté des enfants. Ces derniers sont effectivement plus concernés par la diminution des dépenses réelles de consommation alimentaire à la suite de la hausse des prix (Agobdji et al., 2013). Des effets négatifs au niveau individuel peuvent être observés dans l'achèvement scolaire (Escobal et al. 2005) et dans l'état nutritionnel et de santé (Smith et al. 2006 ; FAO 2008 ; Jensen et Miller 2008). Les enfants (et les filles en particulier) risquent d'être les plus sérieusement affectés par la hausse des prix des produits alimentaires à court terme, plus sévèrement encore à long terme (World Bank, 2008).

En somme, l'impact des fluctuations des prix des produits se veut une série de résultats allant des chocs macro (Ayaz et al, 2022 ; Felbermayr et al., 2021) à la pauvreté et aux inégalités (Ganguly et Das, 2016 ; Mamun et al., 2022) en passant par les dépenses de consommation (Mehra et Petersen, 2005) et le bien-être psychologique (Adhvaryu et al., 2019). En revanche, les travaux qui s'intéressent aux effets sur les enfants sont peu nombreux. De même, ceux relatifs aux stratégies d'adaptation des ménages au choc de prix sont aussi limités. Mais, notons que certains auteurs ont examiné les conséquences des chocs climatiques sur les ménages et les stratégies d'adaptation y afférentes dans les pays en développement. Par exemple, Amare et al. (2018) ont montré que les impacts négatifs des chocs pluviométriques sur la consommation varient en fonction de la richesse et la localisation géographique des ménages avec des effets plus graves pour les ménages pauvres en ressources et en terres que pour les ménages non

Les résultats montrent que les ménages exposés à la hausse des prix alimentaires sont susceptibles de réduire leurs dépenses d'alimentation. Il en est de même pour les chocs liés à une perte d'un membre actif du ménage ou une perte d'emploi. L'effet de chacune de ces variables est négatif et significatif. Pour ce qui concerne les autres postes de dépenses, les chocs n'ont pas eu un effet statistiquement significatif à l'exception du choc climatique qui exerce un effet significativement négatif sur les dépenses d'éducation.

L'effet significatif des prix des produits alimentaires confirme les contraintes budgétaires accrues auxquelles sont confrontés les ménages. Pour faire face à cette augmentation des coûts, ils peuvent réduire leurs dépenses alimentaires en optant pour des produits moins chers, en réduisant les quantités achetées ou en recherchant des alternatives moins coûteuses. Cela peut entraîner une diminution de la qualité nutritionnelle des repas et avoir des conséquences négatives sur la santé et le bien-être des membres du ménage. S'agissant de l'impact des autres chocs économiques, lorsqu'un ménage fait face à un choc tel que la perte d'un membre actif du ménage ou la perte d'emploi, cela entraîne une diminution du revenu disponible. Dans ces situations, les ménages peuvent être contraints de réduire leurs dépenses alimentaires pour faire face à d'autres besoins essentiels tels que le logement, les soins de santé ou l'éducation. La réduction des dépenses alimentaires est souvent utilisée comme stratégie d'adaptation pour faire face à une baisse des ressources financières.

Les ménages ajustent également leurs dépenses en fonction des priorités et des contraintes auxquelles ils sont confrontés. Par exemple, en réponse à un choc climatique qui peut affecter les récoltes ou les disponibilités alimentaires, les ménages peuvent réduire leurs dépenses d'éducation pour allouer plus de ressources à l'achat de nourriture. Cela peut être motivé par la volonté de maintenir la satisfaction des besoins alimentaires de base, considérés comme plus urgents et essentiels.

Par ailleurs, l'analyse des résultats permet de relever que le nombre d'enfants âgés de 0 à 17 ans dans le ménage est positivement associé aux dépenses de consommation alimentaire comme non alimentaire. Ce résultat semble assez intuitif et corrobore l'idée selon laquelle un accroissement du nombre d'enfants dans le ménage est susceptible d'exercer des pressions à la hausse sur les dépenses essentielles du ménage.

Tableau 6 : Impact du choc de prix sur la consommation

Variables	(1) Alimentation	(2) Santé	(3) Education
Choc de prix	-0.302** (0.126)	-0.113 (0.154)	-0.049 (0.098)
Choc de décès d'un membre actif du ménage	-0.443* (0.240)	0.294 (0.201)	0.197 (0.187)
Choc climatique	0.175 (0.124)	0.160 (0.133)	-0.238* (0.132)
Choc de perte d'emploi	-0.193** (0.085)	0.070 (0.086)	-0.075 (0.091)
Age du Chef de ménage (CM)	0.007** (0.003)	0.008*** (0.003)	0.010*** (0.003)
Nombre d'enfants âgés de 0 à 17 ans	0.138*** (0.018)	0.063*** (0.017)	0.255*** (0.022)
Niveau d'instruction du CM (Réf. : Aucun)			
Alphabétisation	0.391** (0.172)	-0.036 (0.165)	0.141 (0.155)
Primaire	0.120 (0.098)	-0.070 (0.098)	0.244** (0.102)
Secondaire	0.199* (0.105)	0.018 (0.100)	0.326*** (0.109)
Supérieur	0.436*** (0.130)	0.147 (0.135)	0.692*** (0.147)
Chef de ménage homme	0.197** (0.092)	0.052 (0.092)	-0.009 (0.093)
Situation matrimoniale du CM (Réf. : Célibataire)			
Séparé, veuf ou divorcé	0.241 (0.200)	0.687*** (0.213)	0.422* (0.216)
Marié	0.485*** (0.171)	0.631*** (0.186)	0.491** (0.192)
Union libre	0.432** (0.170)	0.790*** (0.184)	0.504*** (0.187)
Milieu de résidence urbain	-0.004 (0.090)	0.158* (0.091)	0.157 (0.100)
Commune de résidence (Réf. : Parakou)			
Abomey-Calavi	0.237** (0.120)	0.562*** (0.120)	0.476*** (0.125)
Cotonou	0.176 (0.115)	0.611*** (0.119)	0.508*** (0.121)
Sèmè-Kpodji	-0.070 (0.129)	0.697*** (0.130)	0.804*** (0.142)
Chef de ménage non salarié	-0.138 (0.084)	-0.192** (0.081)	-0.008 (0.087)
/cut1	0.620** (0.259)	1.258*** (0.283)	1.951*** (0.286)
/cut2	1.561*** (0.263)	2.223*** (0.287)	2.905*** (0.293)
Observations	1,190	1,187	1,187

Note : Les erreurs-types sont entre parenthèses. *, ** et *** représentent les significativités aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%

Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

pauvres. De même, Lokonon (2022) a évalué l'effet des chocs climatiques et non climatiques sur les dépenses d'éducatives des ménages et sur les stratégies d'adaptation. Les résultats suggèrent que seuls les chocs climatiques affectent négativement les dépenses d'éducation. En plus, les chocs climatiques ont une importance relative dans les stratégies d'adaptation des ménages pour répondre aux effets néfastes des chocs. Les types de stratégies d'adaptation dépendent de l'ampleur des effets chocs.

De leur côté, Mamoudou et Mazhar (2020) ont comparé l'impact des sécheresses de 2008 et 2014 sur le bien-être des ménages ruraux mesuré par la consommation par tête, les biens d'élevage et l'incidence de la pauvreté parmi les ménages mauritaniens et sur les stratégies d'adaptation qu'ils ont ensuite employées. Les auteurs concluent que les ménages vivant dans les départements où la sécheresse de 2014 était au moins d'un écart-type plus intense par rapport à la moyenne des précipitations à long terme du département ont une consommation par habitant inférieure de 8,2 % et une probabilité supérieure de 5,2% de tomber sous le seuil national de pauvreté par rapport aux ménages qui ont été confrontés à une sécheresse moins intense. De plus, la richesse des ménages a diminué pendant les deux périodes de sécheresse, ce qui implique que les ménages agricoles ont tenté de maintenir leur consommation en liquidant leurs actifs, en particulier le bétail.

4.2. Cadre conceptuel d'analyse

Cette section décrit le mécanisme à travers lequel la hausse imprévisible des prix affecte le bien-être des ménages et des enfants afin de proposer une méthodologie appropriée pour en saisir les effets. L'augmentation des prix des produits alimentaires est un phénomène multi-niveau : elle commence au niveau mondial, touche les pays aux frontières avant de se diffuser à l'intérieur des pays (Boutin, 2011). La hausse des prix des produits alimentaires pour le consommateur final (les ménages) dépend des variations de prix au niveau mondial, des circuits de commercialisation et de transport, des taux de change, des taxes, des subventions et autres mesures gouvernementales. Il ne s'agit pas ici d'expliquer l'origine de la hausse des prix mais de mettre en évidence l'effet potentiel sur les ménages.

La littérature s'accorde sur l'idée selon laquelle une flambée soudaine du prix d'un produit de base affecte le revenu des ménages, et induit à terme une diminution de leur bien-être. Cet effet varie selon que le ménage soit producteur net ou consommateur net de la spéculation. En effet, le premier type de ménage ne craint pas la hausse des prix ; au contraire, il l'espère. Cependant, les gains espérés en termes d'augmentation des revenus peuvent être contrebalancés par l'accroissement des dépenses non alimentaires. L'effet pour les ménages

producteurs nets dépend, en dernier ressort, de la structure de consommation du ménage de cette catégorie de ménages. Par contre, les ménages consommateurs nets sont contraints soit à renoncer à des dépenses essentielles (y compris les dépenses consacrées à l'alimentation ou à la santé et à l'éducation des enfants), soit à recourir à des stratégies d'adaptation préjudiciables (vente d'actifs productifs) pour lisser leur consommation sur plusieurs périodes.

Il est également mis en exergue que la hausse des prix provoque directement un impact psychologique sur les ménages du fait de la perte du pouvoir d'achat qu'elle engendre. L'accès limité au crédit formel et l'absence d'un marché de l'assurance performant aggravent encore le problème. En outre, les mécanismes informels de partage des risques ont peu de chances d'être efficaces dans les cas où les ménages sont confrontés à un choc systémique comme c'est le cas actuellement. Le graphique 1 ci-dessous présente de façon schématique le mécanisme par lequel la hausse des prix des biens alimentaires affecte le bien-être des ménages et des enfants.



claire. On peut conclure une fois encore que la hausse des prix ait un impact sévère sur les enfants en milieu urbain plus qu'en milieu rural. Le sexe du chef de ménage ne semble pas influencer la sévérité du choc de prix des biens alimentaires selon qu'il y a des enfants ou non dans le ménage. Que ce soit chez les femmes ou les hommes, les proportions évoluent en dents de scie.

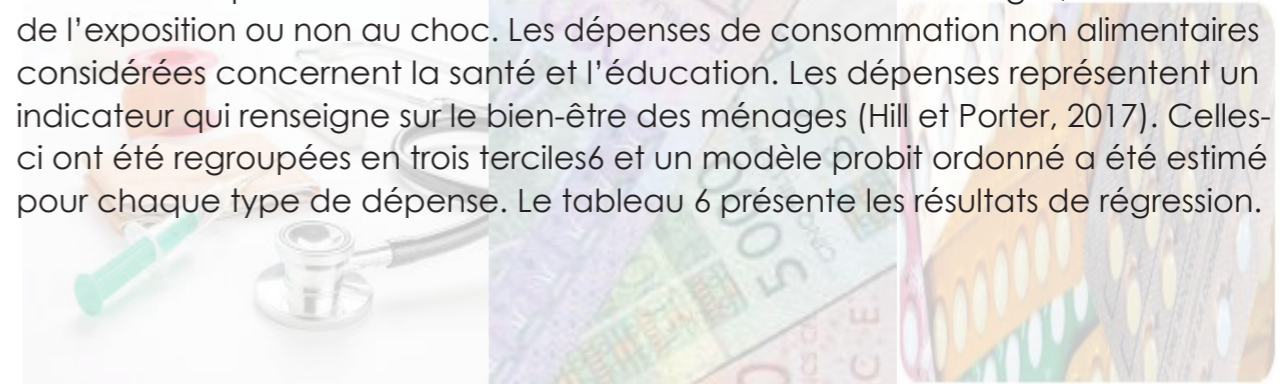
Tableau 5 : Sévérité du choc de prix et nombre d'enfants dans le ménage selon le milieu de résidence et le sexe du CM

Nombre d'enfants dans le ménage	Milieu de résidence		Sexe du CM	
	Rural	Urbain	Féminin	Masculin
Aucun enfant	98,65	93,47	97,58	93,43
Un enfant	94,21	95,55	94,52	95,59
Deux enfants	98,02	96,15	93,13	97,74
Trois enfants	95,70	95,26	96,53	95,00
Quatre enfants	90,03	98,81	98,86	95,12
Plus de quatre enfants	100,00	97,98	95,76	98,89

Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

6.4. Effet du choc de prix sur le bien-être des ménages

L'effet du choc de prix est analysé à partir d'une régression économétrique des différentes dépenses alimentaires et non alimentaires des ménages, en fonction de l'exposition ou non au choc. Les dépenses de consommation non alimentaires considérées concernent la santé et l'éducation. Les dépenses représentent un indicateur qui renseigne sur le bien-être des ménages (Hill et Porter, 2017). Celles-ci ont été regroupées en trois terciles⁶ et un modèle probit ordonné a été estimé pour chaque type de dépense. Le tableau 6 présente les résultats de régression.



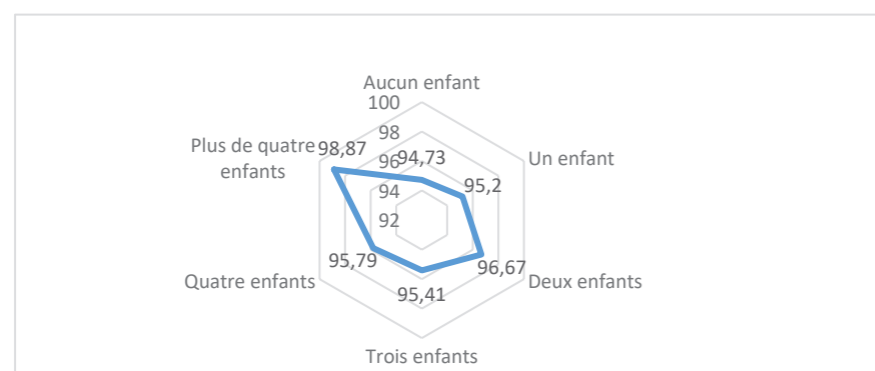
⁶ L'un des deux points qui divisent une distribution ordonnée en trois parties, chacune contenant un tiers de la population.

ce qui peut impliquer des dépenses plus élevées en produits alimentaires. Par conséquent, lorsqu'il y a une hausse des prix des produits alimentaires, ces femmes peuvent être davantage exposées car elles ont plus de membres de la famille à nourrir. Les femmes cheffes de ménage sans enfant peuvent être confrontées à un manque de soutien familial ou de ressources économiques supplémentaires. Il est courant au Bénin de s'appuyer sur un réseau familial étendu pour obtenir de l'aide et du soutien en cas de difficultés économiques. Mais, les femmes cheffes de ménage sans enfant peuvent avoir moins de soutien familial, ce qui les rend plus vulnérables face à la hausse des prix des produits alimentaires.

Les résultats suggérant une plus grande exposition des ménages dirigés par des femmes à la hausse des prix des produits alimentaires soulignent l'importance de prendre en compte les inégalités de genre dans les politiques et les mesures visant à atténuer l'impact des fluctuations des prix sur les conditions de vie des ménages. Cela met également en évidence la nécessité de renforcer l'autonomisation économique des femmes, l'accès à l'éducation et aux opportunités d'emploi, ainsi que de promouvoir l'égalité de genre dans l'ensemble de la société.

Le Graphique 6 présente la sévérité du choc des prix selon le nombre d'enfants dans le ménage. Il en ressort que la proportion de ménage ayant ressenti sévèrement la hausse du prix des biens alimentaires est plus élevée lorsque le nombre d'enfants dans le ménage est important. La quasi-totalité des ménages (98,87%), des ménages ayant plus de 4 enfants ont ressenti sévèrement le choc de prix des biens alimentaires tandis que 94,73% des ménages sans enfant ont déclaré avoir ressenti sévèrement l'augmentation des prix des biens alimentaires.

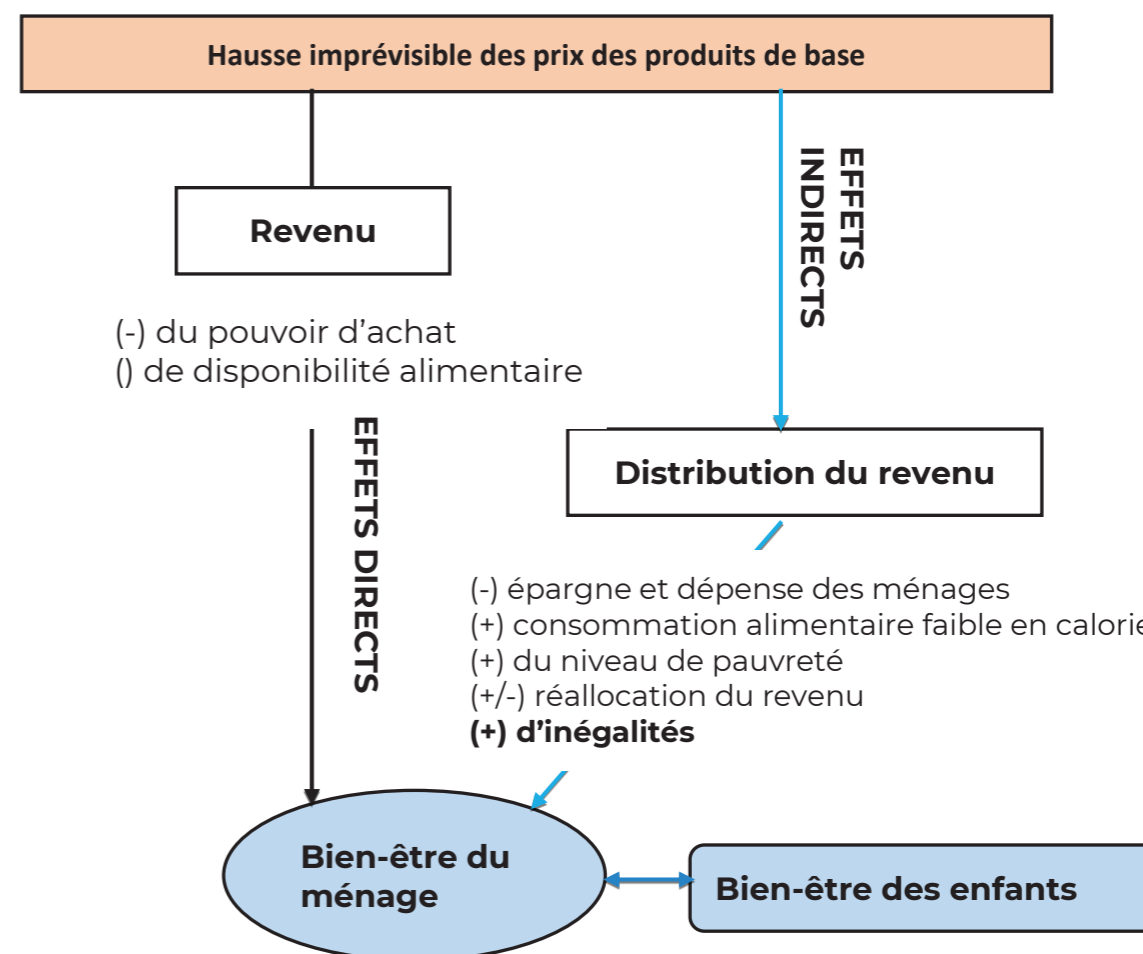
Graphique 7 : Sévérité du choc de prix selon le nombre d'enfants



Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

Le Tableau 5 montre la sévérité du choc de prix selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage en fonction du nombre d'enfants dans le ménage. En milieu urbain, le nombre d'enfants dans le ménage semble impacter significativement la sévérité du choc. En effet, 93,47% des ménages sans enfant ont vécu le choc sévèrement tandis que cette proportion atteint 98% pour les ménages comptant plus de quatre enfants. En milieu rural la tendance n'est pas

Graphique 2: Impacts directs et indirects par les revenus de la hausse des prix sur le bien-être des ménages et des enfants.



Source : Elaboration des auteurs.

Les changements à la hausse de prix des produits alimentaires et non alimentaires entraînent normalement une réduction du revenu réel, et donc du pouvoir d'achat en général et en particulier pour les agents acheteurs nets. La baisse du pouvoir d'achat peut avoir des effets directs et indirects sur le niveau de consommation des différents biens et services par les ménages, notamment ceux touchés par la hausse des prix. Nous supposons que les effets des changements de prix ne sont pas uniformes, mais varient plutôt entre ménages selon leur structure de consommation, le degré de substitutions entre biens alimentaires et non alimentaires et leurs caractéristiques (niveau de revenu, région, niveau d'éducation, genre, nombre d'enfants, etc.). Cela nous permet d'explorer les effets des changements des prix sur différents indicateurs de bien-être. Les indicateurs de bien-être retenus sont ceux couramment utilisés dans des travaux similaires. Il s'agit de la consommation de produits alimentaires, l'accès aux services éducatifs ou participations scolaires des enfants.

5. Démarche méthodologique

5.1. Données et sources

Les données utilisées proviennent à la fois de l'enquête l'AGVSAN-SA 2022³ réalisée par le PAM avec l'appui technique de l'INStAD en 2022 et de l'enquête légère auprès des ménages organisée dans le cadre de la présente étude. L'enquête AGVSAN-SA2022 vise à fournir les variables nécessaires pour générer des indicateurs adéquats à l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin. Cette analyse est focalisée, d'une part, sur une bonne compréhension de la situation, des tendances et risques de l'insécurité alimentaire des ménages tant en milieu rural qu'urbain au Bénin. D'autre part, elle permet d'apprécier la relation entre la situation nutritionnelle et les systèmes alimentaires existants au Bénin. A cet effet, les données collectées portent sur les variables sociodémographiques et économiques, celles liées à la sécurité alimentaire, à la consommation alimentaire, aux dépenses alimentaires, à l'exposition aux chocs climatiques et non climatiques, aux stratégies d'adaptation, au fonctionnement des marchés et aux systèmes alimentaires.

L'enquête initiée dans le cadre de cette étude est arrimée à l'AGVSAN-SA 2022 d'une part, pour assurer une classification objective des ménages suivant leur niveau de bien-être ou de vulnérabilité économique dans le but de mieux apprécier l'impact de la hausse des prix selon le niveau de bien-être des ménages. D'autre part, elle comporte des variables relatives aux différents aspects du bien-être des ménages (alimentation, santé, éducation, etc.) à analyser. Elle offre ainsi la possibilité de faire des analyses comparatives ou dynamiques à partir d'un panel de ménages. La collecte des données a commencé le 28 octobre et s'est achevée le 06 novembre 2022.

L'enquête légère adopte un plan d'échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés tout comme l'AGVSAN-SA 2022. Au premier degré, des Zones de Dénombrement (ZD) ont été tirées avec une probabilité proportionnelle à la taille puis au deuxième degré, un nombre fixe de ménages a été tiré de façon aléatoire dans chaque ZD. Il convient de noter que l'AGVSAN-SA 2022 est représentatif au niveau national, départemental, communal et par milieu de résidence.

Pour des raisons de contraintes budgétaires, la portée de l'étude est limitée à quatre communes. Il s'agit de Cotonou, d'Abomey-Calavi, de Sèmè-Kpodji et de Parakou. Les principaux modules couverts par l'enquête légère abordent des questions pour refléter les dépenses de consommation du ménage, l'exposition

est élevée. Environ 76% des ménages sans enfant en milieu urbain ont subi le choc de prix des biens alimentaires contre 87% des ménages avec un seul ou deux enfants, 89% des ménages avec trois enfants, 93% des ménages ayant 4 enfants et 95% des ménages comptant plus de 5 enfants. C'est beaucoup plus en milieu urbain que les enfants sont plus exposés à la hausse du prix des biens alimentaires, ce qui est conforme aux résultats trouvés par Ivanic et Martin (2008).

Tableau 4 : Exposition au choc de prix et nombre d'enfants dans le ménage selon le milieu de résidence et le sexe du CM

Nombre d'enfants dans le ménage	Milieu de résidence		Sexe du CM	
	Rural	Urbain	Féminin	Masculin
Aucun enfant	85,49	76,31	86,86	74,74
Un enfant	65,79	87,34	77,52	84,12
Deux enfants	74,94	86,69	82,64	83,65
Trois enfants	72,86	89,22	89,16	81,64
Quatre enfants	63,61	93,21	85,44	82,49
Plus de quatre enfants	82,08	95,19	94,09	88,36

Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

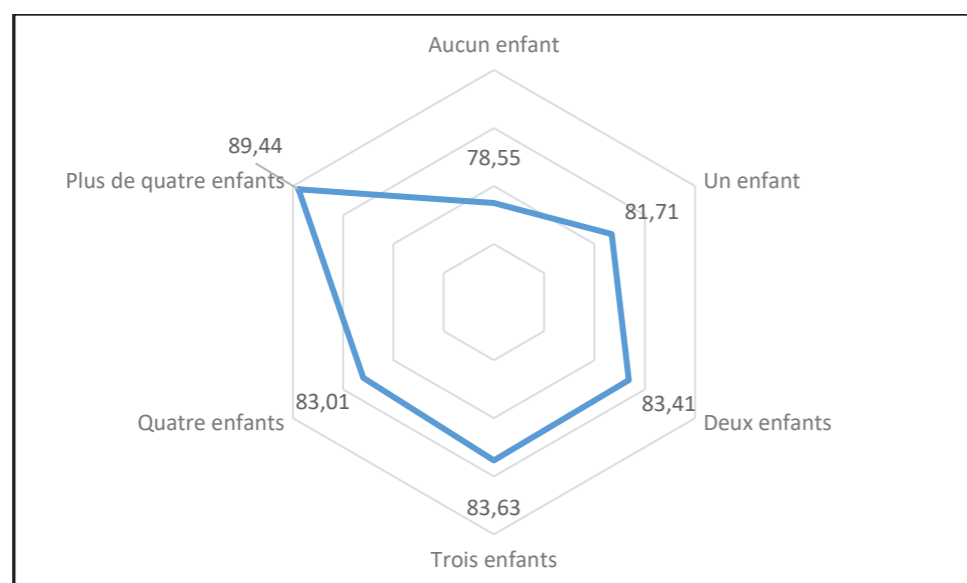
Par ailleurs, les ménages dirigés par une femme semblent plus exposés à la hausse du prix des biens alimentaires que les ménages de chef masculin notamment lorsque le nombre d'enfants est supérieur à deux. On peut conclure globalement que les enfants sont plus exposés à la hausse du prix des biens alimentaires lorsqu'ils vivent dans un ménage dirigé par une femme du fait de leur niveau de résilience relativement plus faible comparé aux hommes.

Ces résultats peuvent s'expliquer par les inégalités de genre et les questions liées à la répartition des rôles au sein du ménage. Dans de nombreux contextes, y compris au Bénin, comme souligné plus haut (Mababou et Charbit 2007), les femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et informels, d'avoir des revenus inférieurs à ceux des hommes et de faire face à des obstacles dans l'accès aux ressources et aux opportunités économiques. Par conséquent, les ménages dirigés par des femmes peuvent être plus vulnérables aux chocs économiques tels que l'augmentation des prix des produits alimentaires, car elles ont moins de ressources pour faire face à ces hausses. La répartition des rôles au sein du ménage est une dimension également importante à considérer car dans de nombreux ménages, en particulier ceux dirigés par des femmes, les responsabilités de gestion du budget et des dépenses familiales peuvent reposer principalement sur les femmes. Cela signifie qu'elles supportent une plus grande pression pour gérer les dépenses alimentaires et s'adapter aux fluctuations des prix. Si les ressources financières sont limitées, cela peut entraîner une plus grande exposition des ménages dirigés par des femmes à la hausse des prix des produits alimentaires.

Plus le nombre d'enfants augmente, plus importantes sont les responsabilités de ces femmes, cheffes de ménage en termes de nourriture, de soins et de gestion du budget. Elles doivent subvenir aux besoins alimentaires d'une famille plus nombreuse,

³Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Systèmes Alimentaires

Graphique 6 : Exposition au choc de prix selon le nombre d'enfants



Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

Les ménages avec plus d'enfants ont généralement des budgets plus serrés et une capacité d'épargne limitée. Par conséquent, lorsque les prix des produits alimentaires augmentent, ils ont moins de marge de manœuvre pour faire face à cette hausse. Cela les rend plus vulnérables aux chocs économiques en particulier la hausse des prix des produits alimentaires. De plus, l'effet d'échelle attendu sur certaines catégories de dépenses lorsque la taille du ménage augmente ne s'applique pas aux dépenses alimentaires. En effet, les ménages avec plus d'enfants ont souvent une taille de ménage plus grande, ce qui peut entraîner des économies d'échelle dans d'autres domaines, mais pas nécessairement dans les dépenses alimentaires. Par exemple, si les ménages avec plusieurs enfants peuvent économiser sur les vêtements en recyclant les vêtements des enfants plus âgés, ils doivent toujours acheter suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins de chaque membre de la famille.

Le Tableau 4 montre l'exposition au choc de prix des biens alimentaires selon le milieu de résidence, le sexe du chef de ménage et le nombre d'enfants. On remarque que, quel que soit le nombre d'enfants dans le ménage, la proportion de ménages ayant subi le choc de prix des biens alimentaires est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural sauf dans les ménages qui ne comptent aucun enfant. Les ménages sans enfant ont relativement subi plus la hausse du prix des biens alimentaires que les autres ménages en milieu rural. La tendance de l'exposition au choc de prix des biens alimentaires en fonction du nombre d'enfants dans le ménage n'est pas déterminée.

Par contre, en milieu urbain, plus le nombre d'enfants dans le ménage est élevé, plus la proportion de ménage ayant ressenti le choc de prix des biens alimentaires

aux chocs, les stratégies de résilience développées par le ménage et la situation du ménage du point de vue de la sécurité alimentaire.

Au terme de la collecte, 1195 ménages⁴ représentant un peu plus de la taille minimale requise, ont été couverts. Cette taille minimale est celle déterminée pour l'enquête l'AGVSAN-SA 2022.

5.2. Méthodes d'analyse

Les données collectées ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel Stata. La méthode d'analyse des données combine une approche descriptive et une approche économétrique.

En effet, la portée du choc de prix a été analysée à l'aide d'indicateurs de statistiques descriptives sur la base des déclarations faites par les ménages. Les fréquences ont été construites pour les modalités allant de « très sévère » à « pas du tout sévère » avec des tests de comparaison. Les croisements ont été effectués avec l'indicateur de vulnérabilité économique pour capter le lien entre la sévérité du choc et le niveau de vulnérabilité économique. Nous avons mesuré la vulnérabilité économique des ménages par la part des dépenses alimentaires en référence à l'approche proposée par PAM et utilisée dans AGVSAN-SA 2022. Cela offre l'avantage de se concentrer sur l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires. Plus la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation est importante, plus le ménage est économiquement vulnérable. Elle est calculée en rapportant le total des dépenses alimentaires au total des dépenses du ménage, et indique ainsi l'importance relative des aliments comparativement aux autres biens et services. L'indicateur de la part des dépenses alimentaires est pertinent pour identifier les ménages ayant des habitudes d'achat alimentaire distinctes. Il convient de noter que les dépenses alimentaires englobent à la fois les produits alimentaires achetés et non achetés, permettant une évaluation plus précise/réaliste des ménages ayant des niveaux différents d'accès à l'alimentation. Un ménage est considéré comme économiquement vulnérable s'il consacre plus de la moitié de ses dépenses totales à l'alimentation, et sévère lorsque si la part des dépenses consacrées aux biens alimentaires dépasse 75% (PAM, 2014).

Nous avons utilisé la méthode avant-après permettant une comparaison de la situation des ménages avant février 2022 à celle des mêmes ménages après février 2022 pour cerner l'effet de la hausse des prix sur le bien-être des ménages. En effet, le 24 février 2022 marque le déclenchement de la guerre en Ukraine avec le point de départ des nouvelles tensions sur les prix dans le monde et la fin de la collecte des données entrant dans le cadre de l'Analyse Globale de la

⁴ La taille minimale est de 1190 ménages.

Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN). Cela permet une comparaison de la situation des ménages avant et après février 2022 qui sera ensuite comparée aux informations recueillies en novembre 2022.

Etant donné que nous ne disposons pas de données individuelles, l'impact de la hausse des prix sur les enfants est abordé de façon indirecte en intégrant aux analyses le nombre d'enfants dans le ménage. En effet, si l'exposition et la sévérité du choc s'accroissent avec le nombre d'enfants dans le ménage, cela indique que non seulement une proportion importante des enfants est touchée par le choc des prix mais qu'ils éprouvent aussi durement les effets de la hausse des prix. Par ailleurs, l'impact sur les enfants est aussi abordé à travers les stratégies d'adaptation des ménages.

En ce qui concerne l'approche économétrique, nous avons utilisé un modèle probit ordonné afin d'analyser l'impact du choc des prix sur les différents indicateurs de bien-être mesurés par les dépenses alimentaires, les dépenses de santé et dépenses d'éducation.

6. Résultats empiriques

Cette section présente les résultats relatifs à l'exposition des ménages aux chocs, les impacts sur le bien-être des ménages et les enfants ainsi que les stratégies d'adaptation face au choc.

6.1. Exposition et perception des ménages face aux chocs

L'analyse repose sur les interrelations entre les principales variables d'intérêt en rapport avec la hausse des prix alimentaires. Deux sous-périodes sont considérées à des fins de comparaison. Il s'agit de la période avant février 2022 et celle d'après. Le déclenchement de la guerre en Ukraine le 24 février 2022 marque le point de départ des nouvelles tensions sur les prix dans le monde et cette date coïncidait avec la fin de la collecte des données entrant dans le cadre de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN). Les données de l'AGVSAN permettent ainsi d'avoir une cartographie de la situation des ménages avant février 2022 qui sera ensuite comparée aux informations recueillies en novembre 2022.

De façon globale, la hausse des prix des denrées alimentaires a accru l'exposition au choc des ménages. Environ 93 % des ménages déclarent avoir fait face à un choc au cours des mois précédant après la hausse des prix alimentaires contre 34 % avant la hausse (voir Graphique 3a). Il s'ensuit que les tensions inflationnistes survenues à la suite du conflit russo-ukrainien sont accompagnées de nombreux autres chocs allant des inondations à la perte d'emplois en passant par la perte d'un actif du ménage et les maladies des membres du ménage. Ces chocs sont

groupes de ménages. Néanmoins, en considérant uniquement les ménages urbains, ceux qui consacrent moins de 50% de leurs dépenses totales à l'alimentation sont plus nombreux à s'auto-déclarer sévèrement touchés par la hausse des prix que les autres catégories de ménages. La désagrégation suivant le sexe du chef de ménage, en particulier pour les ménages économiquement non vulnérables, permet de relever également qu'une proportion plus élevée des ménages dirigés par des femmes signale être sévèrement touchée par le choc de prix (voir Tableau 3).

Tableau 3 : Proportion des ménages exposés à un choc sévère des prix par niveau de vulnérabilité économique selon le milieu de résidence et le sexe du Chef de ménage

Part des dépenses totales consacrées à l'alimentation	Milieu de résidence		Sexe du CM		Ensemble
	Rural	Urbain	Féminin	Masculin	
Non vulnérables	97,95	97,29	98,51	96,88	97,24
Vulnérabilité modérée	96,24	94,46	93,32	95,40	94,85
Vulnérabilité limite	93,94	95,10	94,19	94,82	94,63
Vulnérabilité sévère	96,40	92,84	93,59	94,50	94,17

Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022.

6.3. Exposition et sévérité du choc de prix des produits alimentaires en fonction du nombre d'enfants dans le ménage

L'examen global de l'exposition à la hausse des prix des biens alimentaires peut cacher la situation particulière des enfants. Nous examinons l'exposition et la sévérité du choc de prix des produits alimentaires en fonction du nombre d'enfants de moins de 18 ans dans le ménage. Un enfant est considéré comme exposé au choc des prix s'il vit dans un ménage qui déclare en avoir été exposé.

Le Graphique montre l'exposition à la hausse des prix des biens alimentaires selon le nombre d'enfants dans le ménage. Parmi les ménages qui ne comptent aucun enfant, 78,55% ont cité le choc de prix des biens alimentaires parmi les chocs subis. Cette proportion croît selon le nombre d'enfants dans le ménage pour atteindre 89,44% parmi les ménages comptant 5 enfants ou plus parmi leurs membres. Parmi les ménages comptant un seul enfant, 81,71% ont subi le choc de prix des biens alimentaires contre respectivement 83,41%, 83,63% et 83,01% parmi les ménages qui comptent 2 enfants, 3 enfants et 4 enfants. Ces résultats montrent que les ménages avec plus d'enfants à charge, sont exposés au choc de prix des biens alimentaires.

hommes. Par contre, les proportions ne varient pas sensiblement suivant le degré de vulnérabilités économiques des ménages dirigés par les femmes. Il est cependant noté que les ménages économiquement non vulnérables sont en proportion légèrement plus élevés que les ménages des catégories intermédiaires. En outre, la proportion de ménages économiquement non vulnérables ayant rapporté avoir été exposés au choc de prix, est plus élevée au niveau des ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes sauf pour les ménages de catégories intermédiaires. Il va sans dire que les ménages dirigés par les femmes sont généralement plus exposés aux chocs sur les prix alimentaires. En effet, la vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes est souvent attribuable à l'absence d'un conjoint actif, au fait que les membres secondaires du ménage sont eux-mêmes, pour une grande part, des personnes vulnérables (jeunes, vieux, femmes...) et enfin à des revenus plus précaires que dans les ménages masculins comme l'ont souligné par Mababou, K et Charbit, Y (2007). En effet, les femmes, cheffes de ménage sont à environ 52% sans conjoint actif. Cette proportion passe à 76,43% lorsqu'on considère celles qui sont en union libre. La dépense moyenne des femmes, cheffes de ménage veuves représente environ 65% celle des ménages dirigés par les hommes.

En somme, les résultats révèlent ainsi que les ménages plus aisés dirigés par les hommes pourraient avoir été plus résilients au choc de prix que ceux dirigés par les femmes.

Tableau 2 : Proportion des ménages exposés au choc des prix par niveau de vulnérabilité économique selon le milieu de résidence et le sexe du Chef de ménage

Part des dépenses totales consacrées à l'alimentation	Milieu de résidence		Sexe du CM		Ensemble
	Rural	Urbain	Féminin	Masculin	
Non vulnérables	70,44	88,88	86,70	81,45	82,62
Vulnérabilité modérée	77,93	84,86	79,03	84,94	83,36
Vulnérabilité limite	81,70	88,71	87,86	85,03	85,86
Vulnérabilité sévère	89,73	87,53	88,93	88,04	88,36

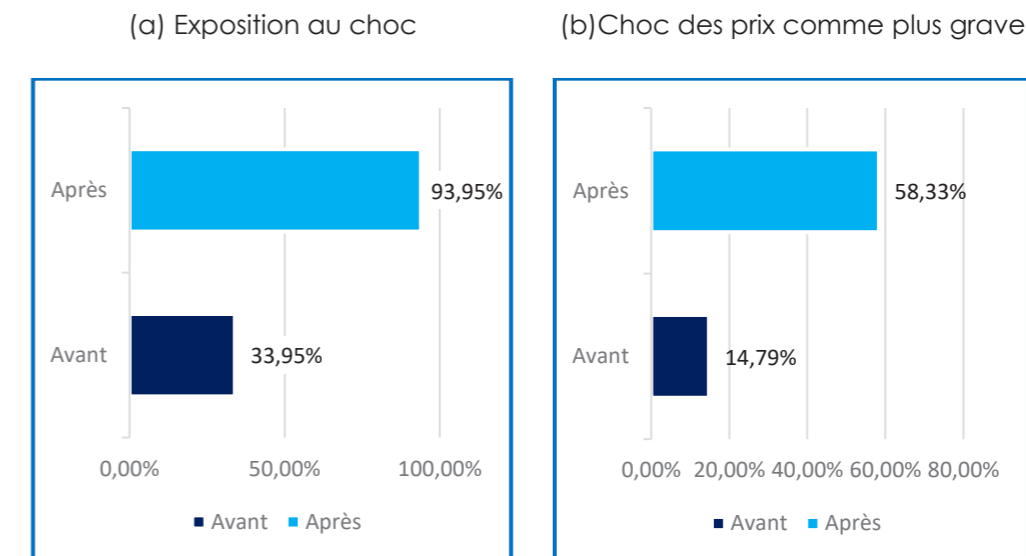
Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

S'agissant de la sévérité du choc de prix, les ménages touchés sévèrement sont en proportion plus importants comparativement à l'exposition au choc. Tout comme l'exposition au choc, une proportion importante de ménages semble avoir sévèrement subi le choc des prix, suggérant que les récentes hausses des prix alimentaires ont été des plus violentes (voir en annexes). La sévérité du choc varie suivant le degré de vulnérabilité au niveau national, en milieu rural et le sexe du chef de ménage (Tableau 3).

L'analyse désagrégée à l'échelle du milieu de résidence et selon le sexe du chef de ménage montre qu'il n'existe pas de différence significative entre les différents

de nature à induire des modifications de comportements alimentaires en privilégiant davantage les substituts (Faharuddin et al., 2022) souvent de faibles qualités (Mekasha et al., 2022) à l'adoption de stratégies d'adaptation souvent néfastes qui présentent des risques importants sur la sécurité alimentaire, la productivité des membres du ménage, etc.

Graphique 3: Exposition au choc avant et après la hausse des prix alimentaires

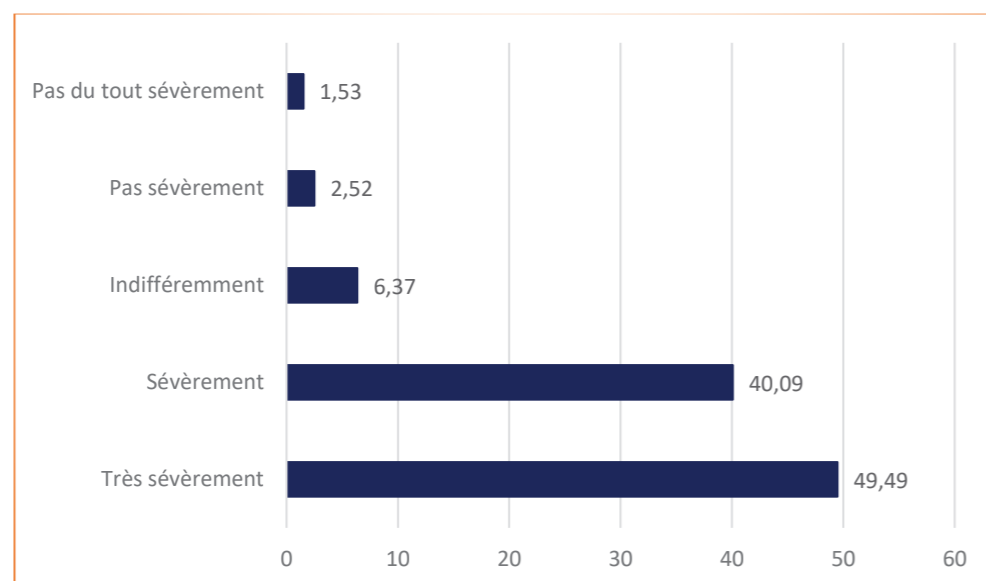


Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

Plus inquiétant encore, comme l'indique le panel (b) du Graphique 1, la hausse des prix des denrées alimentaires est considérée comme l'un des chocs les plus importants auxquels les ménages ont été exposés ces derniers mois. En effet, avant la hausse, seulement 14,8 % des ménages classent la hausse des prix alimentaires comme le choc le plus grave auxquels ils ont été confrontés alors que cette proportion est passée à 58,3 % après l'épisode de hausse.

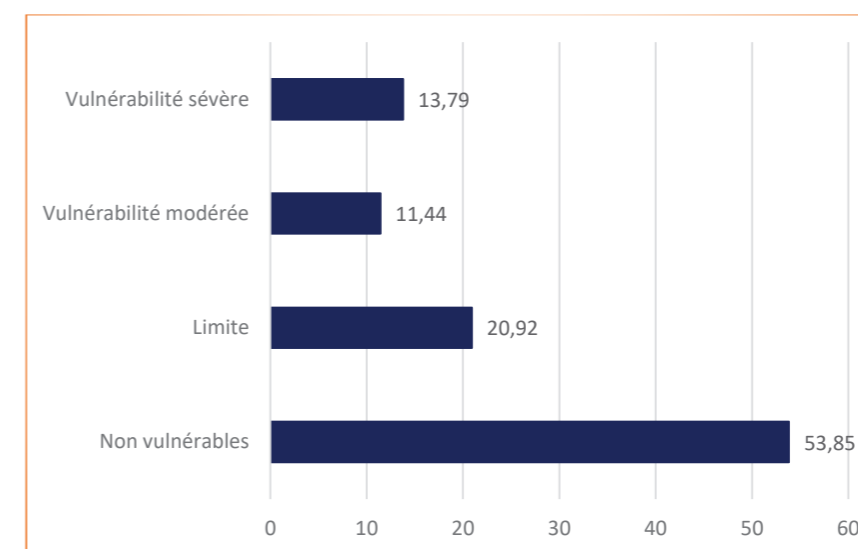
En considérant la période d'après la hausse des prix, il ressort que les ménages exposés au choc lié à l'augmentation du prix des produits alimentaires sont durement éprouvés. 40,1 % et 49,5 % assurent respectivement être « sévèrement » et « très sévèrement » touchés par la flambée des prix alimentaires (voir Graphique 4). En revanche, une très faible proportion se dit n'avoir « pas du tout sévèrement » été touchée par l'augmentation des prix (1,5 %). Il résulte de ces statistiques que les ménages sont inégalement touchés par les pics de prix. Cette situation suggère, *a priori*, une détérioration des conditions de vie des ménages de façon générale et potentiellement l'enclin à des choix de stratégies d'adaptation relativement néfastes.

Graphique 4 : Intensité du choc lié à la hausse des prix alimentaires (en %)



Source : A partir des données d'enquête, Novembre 2022

Graphique 5 : Répartition des ménages suivant le degré de vulnérabilité économique (en %)



Source : A partir des données d'enquête, novembre 2022

6.2. Perception de la flambée des prix suivant le niveau de vulnérabilité des ménages

L'analyse présente la corrélation entre la vulnérabilité économique des ménages et leur exposition au choc de prix ainsi que leur perception par rapport à sa sévérité. Un ménage est considéré comme économiquement vulnérable s'il consacre plus de la moitié de ses dépenses totales à l'alimentation. La vulnérabilité est dite sévère lorsque la part des dépenses consacrée aux biens alimentaires dépasse 75% (PAM, 2014). Le Graphique 5 présente la répartition des ménages suivant leur degré de vulnérabilité économique. La vulnérabilité des ménages basée sur la part des dépenses totales consacrée à l'alimentation montre que 13,8% des ménages sont en situation de vulnérabilité économique sévère car ils consacrent plus de 75% de leur budget à l'alimentation. En revanche, 11,4% des ménages consacrent entre 65 et 75% de leurs dépenses totales à l'acquisition des biens alimentaires. Le croisement de cet indicateur avec les variables d'exposition au choc de prix et de sévérité dudit choc permet de tirer des enseignements quant à la situation des différents ménages. Cette configuration est en cohérence avec les données disponibles sur la pauvreté, un phénomène qui concerne environ 40 % des ménages au plan national⁵.

⁵ Voir INStAD (2010) « Note sur la pauvreté en 2019 », accessible à l'adresse <https://instad.bj/images/docs/insae-publications/autres/Note-sur-la-pauvrete/Note%20synthèse%20sur%20la%20pauvrete%20en%202019.pdf>

L'analyse de l'exposition au choc de prix des ménages en fonction de leur vulnérabilité économique permet de réaliser que, indépendamment de leur catégorie, la plupart des ménages semblent avoir été exposés au choc de prix (voir Graphique A1 en annexe).

Plus de 80 % des ménages reportent avoir été exposés à la hausse des prix, confirmant le caractère covariant que revêt le choc des prix alimentaires.

L'exposition au choc varie suivant le degré de vulnérabilité au niveau national, en milieu rural et le sexe du chef de ménage. En milieu rural, l'exposition au choc de prix augmente avec le niveau de vulnérabilité. Par contre, en milieu urbain, les proportions ne varient pas sensiblement d'une catégorie de ménage à une autre. Cependant, il est noté, que la proportion de ménages économiquement non vulnérables ayant rapporté avoir été exposés au choc de prix, est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural sauf pour les ménages d'une vulnérabilité élevée confirmant l'idée que les ménages urbains sont généralement plus exposés aux chocs sur les prix alimentaires (Ivanic et Martin, 2008). Il s'ensuit que les plus aisés en milieu rural pourraient avoir été plus résilients au choc de prix. La faible vulnérabilité des ménages économiquement non vulnérables en milieu rural peut s'expliquer par le rôle amortisseur que joue leur propre production agricole face aux effets de la hausse des prix des produits de première nécessité.

L'analyse suivant le sexe du chef de ménage révèle que l'exposition au choc de prix augmente avec le niveau de vulnérabilité pour les ménages dirigés par les